

SOMMAIRE

POLITIQUE INTERIEURE.....	2
VIE POLITIQUE NATIONALE, SUITES DE LA CRISE DE 2002	2
<i>Gouvernement</i>	5
« <i>Mouvance présidentielle</i> »	6
<i>Opposition</i>	7
<i>Conférence nationale unique des « 3 N »</i>	8
<i>Actions de la diaspora</i>	11
RELIGIONS, RELATIONS EGLISES-ETAT	12
GOUVERNANCE, CORRUPTION ET BLANCHIMENT D'ARGENT, FRAUDES	12
<i>Activités du BIANCO et du CSLCC</i>	14
RELATIONS EXTERIEURES, DIPLOMATIE.....	16
VIE SOCIALE, DROITS HUMAINS, LIBERTES & JUSTICE.....	17
EDUCATION, CRISE UNIVERSITAIRE	17
ADOPTION, TRAVAIL ET DROITS DES ENFANTS	18
MEDIAS.....	19
PRISONS & JUSTICE.....	20
REVENDEICATIONS DES UNIVERSITAIRES, CRISE DANS L'ARMEE	22
ECONOMIE.....	22
BANQUE MONDIALE, FMI, OMC.....	22
DETTE EXTERIEURE, COOPERATION, BAILLEURS DE FONDS, GROUPE ACP.....	24
AUTOSUFFISANCE EN RIZ, PPN	27
CRISE DE L'ENERGIE (JIRAMA).....	27
INTEGRATION REGIONALE (COI, SADC).....	30
ZONES FRANCHES, INVESTISSEMENTS ETRANGERS, PRIVATISATIONS	31
<i>Zones franches</i>	31
<i>Code des investissements, mises en concession, privatisations</i>	31
COMMERCE EXTERIEUR, COMPETITIVITE, INVESTISSEMENTS, MONNAIE, DIVERS	32
MENACES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA BIODIVERSITE.....	34
SANTE PUBLIQUE, PAUVRETE, FLEAUX & CALAMITES.....	35

POLITIQUE INTERIEURE

Vie politique nationale, suites de la crise de 2002

MARC RAVALOMANANA prépare la prochaine élection présidentielle : on apprend l'arrivée de KLAUS-PETER TREYDTE qui fut directeur de la Fondation Friedrich Ebert (FFE) dans l'île de 1999 à 2004. Parti à la retraite, il revient en affichant ses intentions : « *Il est grand temps de préparer le prochain scrutin présidentiel et la réélection de MARC RAVALOMANANA* » A Madagascar, il travailla surtout à l'émergence et au développement des contre-pouvoirs, comme la presse et la société civile. Plutôt hostile au régime de l'amiral, KLAUS-PETER TREYDTE en vint à se rapprocher de MARC RAVALOMANANA qui avait d'ailleurs un net penchant pour les intellectuels germaniques. Après la cérémonie d'investiture, il devint conseiller occulte du Président. Il consulterait activement les chefs de parti et les leaders de la société civile, dans le but de rechercher les voies d'une élection présidentielle sans à-coup et de prévenir la réédition d'une crise semblable à celle de 2002. (D'après *La Gazette du 04/06/05*)

Condamnation de PIERROT RAJAONARIVELO : un dangereux verrouillage des présidentielles de 2007. Il est légitime de dénoncer les tracasseries judiciaires infligées à un candidat déclaré aux présidentielles de 2007, car il s'agit d'un dangereux verrouillage de celles-ci. Ce verrouillage pourrait frapper demain n'importe quelle autre personnalité de l'opposition. Outre le fait qu'une telle pratique antidémocratique est condamnable sur le plan des principes, dans la mesure où elle vide les élections de leur contenu, rappelons que la tragédie de la Côte d'Ivoire et le drame présent du Togo ont eu pour cause, «*l'exclusion légale*» de candidats aux présidentielles. Pour toutes ces raisons, les citoyens et la Communauté Internationale n'ont-ils pas le devoir de *dénoncer et d'exiger l'arrêt du dangereux verrouillage que le pouvoir RAVALOMANANA met en œuvre sous nos yeux ?* (D'après *Tribune du 11/06/05*)

Remise de peine pour des détenus de sécurité, suite à la crise de 2002 : sur le nombre des graciés à l'issue de la remise de peine accordée par le Président de la République, qui s'élève actuellement à 4395, il y a des *détenus de sécurité au nombre de 8*. Parmi ceux-ci, on trouverait les noms de LAHADY SAMUEL, qui a bénéficié d'une remise de un an sur une peine de 5 ans d'emprisonnement ferme, dont 3 ans déjà effectués, de JAO CHRISTOPHE qui a obtenu un an de remise sur 4 ans écopés, du capitaine RAMIANDRISOA ETSENA, du lieutenant-colonel VARIERA RICHARD, de l'ancien député RATOABOLAMANANA MERCI qui ont bénéficié d'une remise de peine de 6 mois et de VICTOR HONG, qui a obtenu un an de remise. Pour l'ancien Gouverneur de Toamasina et le Président de l'OFPACPA, il ne s'agit donc pas d'une liberté immédiate, mais d'une réduction de peine, et de ce fait d'une réduction de leur séjour en prison. . Les détenus pour destruction d'ouvrages publics sont par contre exclus de la mesure. *Il ne resterait plus que 43 détenus de sécurité dans toutes les prisons de Madagascar.* Ces remises de peine ne correspondent peut-être pas encore aux attentes de l'opposition, qui voudraient une amnistie pour tous ceux qui ont été impliqués dans les affaires de 2002, mais il s'agit déjà d'un *geste louable*. (D'après *Midi du 29/06/05*)

En se basant sur les chiffres officiels de mai 2004, *il reste encore 69 "détenus politiques" en prison*. Les statistiques officielles font état de 354 personnes arrêtées à la suite de la crise postélectorale de 2001. Pour diverses raisons, 285 parmi eux ont trouvé la liberté. (D'après *L'Express du 29/06/05*)

Et l'extradition des « fuyards de Paris » ? En 2002 et en 2003, on réclama à cor et à cri l'extradition des « fuyards », notamment de DIDIER RATSIRAKA qui était leur chef de file. Certains groupements organisèrent même une *campagne publique de collecte de signatures* afin d'appuyer la demande d'extradition. Le sujet avait alors mobilisé l'attention. Sous la pression populaire, MARC RAVALOMANANA dut s'exprimer sur le sujet et voici ses propos du 28 février 2003 : « *Il y a des aspects de l'affaire que je ne voudrais pas évoquer publiquement. La question d'extradition doit se faire selon les lois et nous l'avions confiée aux experts* ». En visite en France en mai de cette année, il fut interrogé par la presse française et répliqua ainsi : « *Je n'ai pas évoqué ce sujet avec les autorités françaises. De toute façon, je n'en fais pas une priorité. Pour ce qui est de l'ancien Président, il n'est pas bon pour lui de rentrer à Madagascar car la Justice l'attend là-bas* ».

En août 2003, DIDIER RATSIRAKA a été condamné par la Justice à 10 ans de travaux forcés dans l'affaire de prélèvements de fonds à l'agence de la Banque centrale de Toamasina. Voici ce qu'en a dit peu après le porte-parole du Quai d'Orsay : « *La France n'a été saisie d'aucune demande d'extradition. Seul un mandat d'arrêt national a été délivré dans l'affaire. Si une demande d'extradition nous est adressée, nous l'examinerons à la lumière du droit français et des conventions internationales* ». Le sujet fut enterré et ne refera surface que lors de la visite de JACQUES CHIRAC en juillet 2004. Voici un extrait de l'intervention du chef de l'Etat français : « *Je n'ai pas évoqué ici le sujet avec le Président RAVALOMANANA. Mais les Malgaches de France sont soumis à la loi française et ils sont tenus au devoir de discrétion. Nous n'avions pas reçu de plainte de ce côté-là. En tout cas, la France ne peut accepter sur son sol des gens qui militent contre un pays avec lequel elle entretient des relations amicales* ». On comprend pourquoi les exilés de Paris gardent un silence prudent, d'autant plus que beaucoup d'entre eux ont engagé une *demande d'asile politique* sur le territoire français. Il semble en fait que la France ne tienne pas à livrer les « fuyards », et apparemment, *l'accord de non extradition a été conclu lors du passage de DOMINIQUE DE VILLEPIN à la fin de la crise de 2002*. D'abord en raison des *liens d'amitié* entretenus de longue date entre DIDIER RATSIRAKA et JACQUES CHIRAC. Ensuite car la France ne veut pas compromettre sa réputation de terre d'asile en lâchant les fuyards. Enfin, si les exilés de Paris étaient remis à la Justice malgache, *rien ne garantirait leur sécurité dans une île où la peine de mort existe encore*.

On citera parmi les « fuyards », outre DIDIER RATSIRAKA et certains membres de sa famille, ainsi que des proches, qui ont décollé dans un avion fourni par la France. D'autres ont quitté Toamasina dans un bateau qui a ensuite cinglé vers La Réunion. Des scènes semblables de fuite précipitée par la mer ont été enregistrées à Antsiranana et Mahajanga. Les fugitifs, sauf de rares cas comme celui de l'ancien ministre de l'Intérieur AMPY PORTOS, se sont ensuite retrouvés à Paris. En raison des événements dans l'île, ces exilés (sauf ceux qui par ailleurs avaient la nationalité française) ont bénéficié d'un *titre de séjour provisoire renouvelable*. La plupart, on le sait, ont saisi l'OFPRA afin de solliciter le *statut de réfugié politique*. On ne classera donc pas parmi les « fuyards » les personnalités ratsirakistes qui ont rejoint la France avant la fin des hostilités, comme le chanteur ROSSY, ou après le dénouement de la crise de 2002, comme l'ancien vice-Premier ministre PIERROT RAJAONARIVELO ou l'ancien Premier ministre TANTELY ANDRIANARIVO. (D'après *La Gazette* du 30/06/05)

Le maire de Fianarantsoa invite les dirigeants et les politiciens à se mettre autour d'une table pour trouver des solutions aux problèmes du pays. Selon lui, « *il faut savoir tirer des leçons du passé, car les affrontements n'apportent rien de bon et ont été néfastes à la nation, et l'impact se ressent surtout au niveau de la population. En effet, l'alternance au pouvoir où le sang a été versé, à l'instar de ce qui s'est passé en 1991 et en 2002, a contribué à la destruction de Madagascar* ». A son avis, deux priorités majeures s'imposent : la révision du code électoral et l'adoption d'une loi régissant les partis politiques. (D'après *Midi* du 08/06/05)

Tentative de déstabilisation depuis l'extérieur : le Chef de l'Etat a déclaré que « *certains Karana (Indiens et Pakistanais) financent les actes de déstabilisation via l'extérieur* ». Par le biais d'un tour de passe-passe bancaire, ces Karana, alliés de l'ancien régime, financent ainsi l'opposition. « *Nous avons une liste et des preuves et en cas de besoin, on pourrait les publier* », a ajouté le Chef de l'Etat. *Visiblement, les mesures en matière de lutte contre la corruption, les réformes judiciaires et la bonne gouvernance auraient secoué plusieurs réseaux.* (D'après Midi du 09/06/05)

La communauté Karana s'exprime sur les agissements des siens : face à la déclaration du Président MARC RAVALOMANANA annonçant que "*certaines Karana*" financent l'opposition et les actes de déstabilisation via de l'extérieur, la communauté indopakistanaise se sent indignée et choquée par les agissements des siens. Elle a tenu à annoncer fermement : "*nous sommes là pour le développement du pays mais pas pour semer la zizanie* » (D'après Les Nouvelles du 10/06/05)

Des opérateurs Karana se sentent menacés : la raison en est la déclaration du Président de la République selon laquelle des Karana *financent les actes de déstabilisation*. Certains sont même soupçonnés à tort et à raison de *financer l'exil* de l'amiral DIDIER RATSIRAKA et de l'ancien vice premier ministre PIERROT RAJAONARIVELO en France. Pour certains de ces Karana, cette déclaration risque d'être interprétée comme un appel à des *actes de vengeance et de pillage*, comme cela s'est déjà produit dans le passé, actes restés à ce jour impunis. (D'après Tribune du 13/06/05)

Unité nationale : pas de risque d'éclatement, selon CATHERINE BOIVINEAU, ambassadeur de France. « *Il n'y a pas de division, les Malgaches ont une langue unique, et si on veut évoquer l'aspect côtier et merina, tout le monde s'y retrouve : le Président est merina, le Premier ministre un côtier* », a commenté l'Ambassadeur. « *Il y a effectivement une certaine aggravation de la pauvreté, mais cela reste conjoncturel* », a-t-elle poursuivi. « *Il y a des opposants mais pas une opposition* », a tranché CATHERINE BOIVINEAU, avant d'ajouter qu'il y avait une *liberté d'expression à Madagascar*, mais pas de richesse de débat. « *Je verrai un peu plus de débat politique fondamental, et beaucoup moins de débat politique politicien* », a-t-elle déclaré. Et enfin, sur le chapitre de *l'insécurité*, elle est persuadée qu'il y a une impression de dégénérescence, mais qu'il s'agit pour la plupart du temps de *délits de droit commun*. Elle a surtout parlé *d'insécurité juridique*, et c'est un élément fragilisant pour les investisseurs. *L'image de Madagascar à l'extérieur est positive*, a affirmé l'Ambassadeur. « *Mais pour celui qui n'arrive pas à s'acheter du riz, il ne le perçoit peut-être pas* », a-t-elle quand même souligné. (D'après Midi du 14/06/05)

MARC RAVALOMANANA en excès de confiance ? *Grisé par ses succès à l'extérieur*, le Président semble oublier l'essentiel, sortir de la misère ambiante ses compatriotes, ici à Madagascar. Son excès de confiance fait craindre le pire... Cet excès de confiance du chef de l'état peut également signifier qu'il *sous-estime la profondeur de la détresse de la population*. En effet, en dépit des états financiers présentés comme sains par son gouvernement et par les bailleurs de fonds, la réalité vécue par les Malgaches est sombre. La privation, l'insécurité, le manque de perspective sont entre autres le lot quotidien des Malgaches. (D'après Tribune du 25/06/05)

Célébration du 45e anniversaire de l'Indépendance : dans son discours adressé au peuple malagasy à l'occasion de la célébration de la fête nationale, le chef de l'Etat MARC RAVALOMANANA n'a pas caché sa fierté devant ses exploits. À noter la mise en place des 22 régions, la construction des routes mais surtout la place qu'occupe actuellement Madagascar sur la scène internationale. *Pour la première fois Madagascar a célébré son Indépendance*

sans aucune dette «C'est la première fois, dans les annales de son histoire, en d'autres termes depuis 45 ans, que Madagascar occupe une place de choix dans le concert des nations ». Après avoir énuméré les performances diplomatiques des derniers temps, le chef de l'Etat devait évoquer d'autres réalisations qui constituent également une autre performance. A savoir l'effacement de toutes les dettes et la reconnaissance par le G8 des efforts consentis en matière de la lutte contre la pauvreté pour un développement rapide, harmonieux et durable. (D'après Tribune du 27/06/05)

BLAISE COMPAORE, Président de la République du Burkina Faso a assisté aux festivités de la célébration de la fête nationale ; il a émis le souhait d'un "Madagascar réconcilié totalement". Ce souhait a été précédé d'un autre qui est la "*continuité et sous la conduite du Président Marc Ravalomanana*". (D'après L'Express du 28/06/05)

Même si BLAISE COMPAORE n'est pas exemplaire en matière de démocratie comme ABDOULAYE WADE, son souhait est lourd de signification. Cette déclaration, en langage diplomatique, est interprétée comme une invitation à MARC RAVALOMANANA de faire un pas vers un apaisement politique. (D'après La Gazette du 28/06/05)

De BLAISE COMPAORE, président du Burkina Faso, on pouvait s'attendre à beaucoup de choses, *sauf à des leçons de morale politique et de démocratie*. Ce militaire, officier subalterne, est parvenu au pouvoir *en assassinant son prédécesseur*, THOMAS SANKARA. Aussi, si l'information leur est parvenue, les Burkinabés auront-ils trouvé que leur Président ne manque pas de culot en conseillant aux Malgaches de se réconcilier ! C'est précisément ce qu'ils attendent de BLAISE COMPAORE depuis 14 ans, alors que ce dernier s'appête à briguer un troisième mandat après avoir, lui aussi, promis de céder la place à l'échéance du second... De quelles affinités profondes sont faites les relations entre Madagascar et le Burkina, autrement dit entre les Présidents MARC RAVALOMANANA et BLAISE COMPRAORE, au point de justifier qu'il ait été *l'unique invité de marque officiel étranger* du 45e anniversaire de la proclamation de l'indépendance du pays (D'après Les Nouvelles du 30/06/05)

Gouvernement

JACQUES SYLLA réitère son offre de collaboration : le Premier ministre rappelle, pour la troisième fois, son offre de collaboration à l'opposition. Ce message du chef de gouvernement a peu de chance de recevoir d'échos favorables. La tension entre les deux camps est déjà si forte *que le point de non-retour semble être atteint*. (D'après L'Express du 06/06/05)

JACQUES SYLLA durcit le ton - des arrestations dans l'air : le gouvernement durcit le ton, mais entretient le flou. JACQUES SYLLA déclare "*ne plus tolérer aucun débordement*" face aux "*exigences*" de l'opposition. "*Nous procéderons à des arrestations du moment qu'il y aura volonté de déstabilisation*. La tolérance n'est plus de mise". (D'après L'Express du 10/06/05)

L'équipe de JACQUES SYLLA fera son rapport annuel d'exécution à l'Assemblée nationale, dans une conjoncture qui n'a rien de réjouissant. Les tirs vont se concentrer sur les ministres les plus exposés : le ministre de la Défense nationale sur *l'impact de la baisse des salaires sur le moral de la troupe*, la contribution de l'Armée dans le *transport du riz du gouvernement ou de Magro* (c'est selon), du rôle des militaires durant la mise en quarantaine des vaches laitières importées. Le secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité publique devra s'expliquer sur les *affaires de kidnapping et sur la recrudescence de l'insécurité urbaine*. Le ministre de la Justice va est attendu sur les dossiers 2002 et *le cas des détenus politiques encore en prison*. Le ministre de l'Education nationale sera en difficulté sur les *troubles qui ont éclaté dans*

plusieurs universités. Par ailleurs, la question du riz sera sûrement débattue à nouveau. Enfin, le ministre de l'Énergie et des Mines devra s'expliquer sur les délestages et la hausse des tarifs de la Jirama. (D'après Midi du 20/06/05)

« Mouvance présidentielle »

L'AVI décide de ne participer à aucune des deux conférences. Son président explique : «*Nous avons voulu jouer un rôle de rassembleur, mais nous ne l'avons pas réussi. A partir de maintenant, l'AVI fera son chemin tout seul, mais nous réitérons que les problèmes de ce pays ne seront résolus que par la seule la voie du dialogue entre toutes les forces...* ». A défaut de sa participation à ces deux rencontres, l'AVI va réunir tous ses élus et différents responsables du parti. (D'après Les Nouvelles du 02/06/05)

NORBERT LALA RATSIRAHONANA a **affirmé le soutien de l'AVI au régime.** Néanmoins, le conseiller spécial du Président prône le dialogue et la discussion dans la gestion des affaires nationales. «*Le fait que notre parti discute avec tous ne veut pas dire qu'il épouse leur opinion*». Voilà qui lève définitivement certains doutes. (D'après L'Express du 13/06/05)

NORBERT RATSIRAHONANA chef du parti AVI : débordements à craindre : beaucoup d'écarts de langage et même de réelles outrances dans le débat politique actuellement. NORBERT RATSIRAHONANA, ambassadeur itinérant de MARC RAVALOMANANA, a évoqué publiquement le fait. Il a dénoncé cette **tendance au durcissement des propos** et a fait part de ses craintes si le fait perdurait. **Cette escalade verbale, a-t-il indiqué, peut déboucher sur des débordements et des violences politiques.** Il a cité, comme exemple, la phrase suivante qui peut être assimilée à une injure : «*Beaucoup des leaders politiques actuels sont atteints du retour d'âge*». (D'après La Gazette du 20/06/05)

Grad Iloafo : Conférence nationale et DSRP. «*L'essentiel pour nous, est de trouver une solution aux problèmes du pays* », explique le SG HERIMANANA RAZAFIMAHEFA qui rajoute que l'idéal serait **que les participants aux deux assises se concertent dans un même lieu, c'est-à-dire ensemble.** Et lui de poursuivre que «*le Grad Iloafo est ouvert à toutes les propositions pour peu que cela serve les intérêts de la population* ». HERIMANANA RAZAFIMAHEFA affirme que «*l'organisation d'un atelier sur la DSRP signifie qu'il y a encore un malaise socio-économique et qu'il faut trouver au plus vite des solutions* ». (D'après La Gazette du 01/06/05)

La mouvance présidentielle associée au satisfecit du FMI : MANANDAFY RAKOTONIRINA du MFM, NORBERT RATSIRAHONANA de l'AVI, MOXE RAMANDIMBILAHATRA de TEZA, et MARSON EVARISTE du RPSD, ont rencontré le président de la République. **Ce, en présence du Directeur des opérations de la Banque Mondiale, JAMES BOND.** Le Président RAVALOMANANA a tenu à partager avec eux la teneur d'une lettre émanant de la Directrice générale Adjointe du FMI, ANN KRUEGER, laquelle a exprimé sa satisfaction sur le déroulement de l'exécution des programmes avec Madagascar et a annoncé la volonté du FMI d'entamer un nouveau programme de trois ans avec la Grande Ile. ANN KRUEGER a tenu personnellement à faire le déplacement parce qu'elle voulait vérifier si certaines assertions concernant Madagascar reflétaient la réalité. Après sa visite, la Directrice générale Adjointe du FMI a avoué qu'il s'agissait en fait de rumeurs. (D'après Midi du 11/06/05)

JAMES BOND (Banque mondiale) : Conseiller du Président ? On s'interroge sur la présence plus ou moins permanente de JAMES BOND aux côtés de MARC RAVALOMANANA à chaque grande décision. Les exemples sont là : financement du conseil des Eglises chrétiennes (FFKM), déclaration de patrimoine, importation des vaches néo-zélandaises, et surtout cette présence au domicile du Président à l'occasion d'une réunion des chefs de part de la

mouvance présidentielle. JAMES BOND donne même l'impression d'être le rassembleur de cette mouvance. (D'après *La Gazette* du 14/06/05)

Opposition

Pour MARC RAVALOMANANA, les revendications de l'opposition constituent un retour en arrière, à la période de crise de 1991, où il était question de gouvernement de transition. [Il s'est rappelé qu'il y a 14 ans, l'opposition a réussi à arracher une convention à DIDIER RATSIRAKA pour forcer ce dernier à passer la main] Le président malgache n'a pas hésité à clouer au pilori les vieux briscards de la politique qui ont participé à la conférence nationale. Les revendications des participants ne font pas l'unanimité, même au sein de l'opposition. La coalition gouvernementale, tout comme la majorité parlementaire, *refuse catégoriquement l'idée d'une nouvelle transition*, trois ans après la fin de la crise politique de 2002. (D'après *Matera* du 06/06/05)

Le Président regrette d'avoir une opposition aussi "has been" ; il ne lui fera aucune concession. Il suggère "respectueusement" aux anciens de raccrocher et de s'octroyer "un repos bien mérité pour ne pas avoir à dire n'importe quoi". Il réfléchit également à la manière dont on pourrait "renforcer les capacités" des opposants en matière de démocratie et de développement. Des formations qu'il considère d'autant plus importantes que selon lui, cette opposition "ne fait que ralentir les projets de développement, ne connaît rien de ce qui est bien pour la Nation, et ignore même le sens du mot démocratie". Pour lui, un retour vers « 91 » n'est acceptable ni pour le peuple, ni pour les bailleurs de fonds. « Vous pensez que le peuple acceptera cela, revenir en arrière, en 91 ? » a-t-il demandé. (D'après *Les Nouvelles et Midi* du 07/06/05)

RAVALOMANANA mise sur la relève : conflit de générations chez les politiciens. Dans le bras de fer entre le pouvoir et l'opposition, les tenants du régime misent à fond sur la carte de la "crédibilité" des opposants pour dissuader l'opinion publique. Après avoir fustigé la conférence nationale du CRN, du RFN et de la SPDUN, voilà les dirigeants qui s'attaquent aux hommes politiques composant l'opposition. Le Président MARC RAVALOMANANA a égratigné les "dinosaures" de la politique. "Il faut éduquer et élever les enfants pour qu'ils soient meilleurs en politique plus tard, pas comme ceux qui sont présents actuellement" (D'après *L'Express* du 25/06/05)

ALBERT ZAFY positive son voyage au Mali : revenir par la grande porte. ALBERT ZAFY rêve d'un tel scénario, après son séjour au Mali où il a participé à la conférence des anciens Présidents africains élus démocratiquement et ayant accepté l'alternance du pouvoir. L'ancien chef de l'Etat affiche son ambition : *tenir les premiers rôles dans la vie de la Nation, du moins au sein de l'opposition*. L'accueil réservé au professeur reflète l'ambition du CRN de vouloir propulser de nouveau l'ancien chef de l'Etat au devant de la scène politique. Cette stratégie du CRN laisse deviner le poids que prendra le professeur au sein de la troïka. Le professeur promet sa contribution dans la "recherche de solutions". Après ses déboires aux présidentielles de 2001, ZAFY s'est effacé de la scène et préfère laisser ses compagnons de route du CRN jouer les premiers rôles. La tenue de la conférence nationale et son voyage à Bamako permettent à l'homme de revenir en force. (D'après *L'Express* du 10/06/05)

L'armée ne cache plus le malaise qui la mine depuis quelque mois. On chuchote, dans les coulisses que la célébration de la fête nationale sera perturbée. Certains militaires auraient refusé de participer au défilé du 26 juin. Des mesures de sécurité drastiques seront prises lors

de la célébration de la fête nationale et des festivités du 45ème anniversaire de l'armée malgache. (D'après Tribune du 13/06/05)

Les préoccupations de la Plate-forme pour la promotion de l'Etat de droit (PPED) : elle déplore en particulier la façon dont on a adopté *la loi autorisant la vente des terrains aux étrangers*, qu'elle juge "inconstitutionnelle". "*Le bail emphytéotique suffit pour attirer les investisseurs*", déclare-t-elle. Ce regroupement insiste, par ailleurs, sur la nécessité de *la mise en place de la Haute Cour de Justice* qui n'est que "*la concrétisation de l'Etat de droit*". La plate-forme pour la promotion de l'Etat de droit dénonce en *oultre l'exploitation et le commerce des pierres industrielles* au détriment des petits exploitants malgaches. Elle mise sur la commercialisation et l'exploitation des produits miniers d'une manière rationnelle pour éviter l'anarchie. (D'après L'Express du 21/06/05)

Conférence nationale - La société civile renforce sa base : la société civile se manifeste. Plus d'une cinquantaine d'organisations ont constaté depuis 2003 que *la société civile est incontournable pour le développement de Madagascar*. Le comité national préparatoire pour la mise en place d'une plate-forme de la société civile a ainsi été fondé. Une "Convention nationale des organisations de la société civile malgache" s'est tenue sous l'impulsion de LALAO RANDRIAMAMPIONONA, coordinatrice nationale du comité préparatoire. Cette entité figure parmi les forces de proposition pour le développement de la nation. Elle veut être une *balise pour le pouvoir*. Mais qui dit balise *ne signifie pas forcément opposition*. Juste une alerte face aux difficultés actuelles. (D'après L'Express du 23/06/05)

Festivités du 26 Juin : panique en haut lieu ! Un rapport de renseignements généraux circule actuellement sous le manteau, pour évoquer des faits plutôt inquiétants et qui devraient se passer durant les festivités du 26 Juin. Ainsi, *des éléments de l'opposition auraient préparé un plan d'élimination physique du Président MARC RAVALOMANANA*. Par ailleurs, des corps militaires et de gendarmerie prépareraient un acte de rébellion. (D'après La Gazette du 24/06/05)

« *Les opposants sont prêts à augmenter le salaire des militaires et des gendarmes si les dirigeants n'y parviennent pas [...] C'est un appel de l'opposition à l'intention des militaires, pour qu'ils sachent où se trouve leur intérêt, et qu'ils choisissent leur camp* ». Bref, un véritable *appel à la rébellion*, qu'on peut qualifier d'ultime tentative à la veille de la fête nationale. (D'après Midi du 25/06/05)

Présidentielle : pas de précipitation pour l'opposition. « *Il fallait déjà évacuer toutes les dissensions quant à la désignation des responsables au sein des 3 « N »*. Désigner un quelconque candidat à la prochaine présidentielle paraît prématuré ». Ce constat émane d'un membre de l'opposition, lequel fait remarquer qu'il « *s'agit pour nous de mieux structurer d'abord notre organisation* ». (D'après Midi du 29/06/05)

Conférence nationale unique des « 3 N »

Ouverture de la Conférence nationale : des présences remarquables et des absences remarquées. Côté corps diplomatique, on a vu des représentants de la France, des Etats-Unis, de la Suisse, du Japon, de la Grande-Bretagne, de l'Afrique du Sud et de la Russie. Pour sa part, le pouvoir n'a pas envoyé de représentant. Par contre, on a vu des anciens ministres de RAVALOMANANA, bien décidés à revenir au devant de la scène et qui se sont regroupés au sein du Mouvement Démocratique et Social de Madagascar (MDSM), créé au début de

l'année. Quant au FFKM, il brillait par son absence, fort remarquée lors du culte qui a été officieusement conjointement par le père REMY RALIBERA et l'imam ABDU. L'absence de l'AVI et du MFM, partis de la mouvance présidentielle, pourrait contrecarrer les projets de l'opposition. (D'après Midi et L'Express du 03/06/05)

Le second personnage de l'AVI a fait fi des consignes du parti. L'ancien ministre et député REBOZA JULIEN a préféré rejoindre le camp des "opposants". (D'après Tribune du 03/06/05)

"Les militants AREMA, qui n'ont pas assisté à la conférence nationale sont des traîtres".

Cette rumeur interpelle certains opposants qui se sentent visés. Le gouvernement de transition et la loi d'amnistie sont les deux priorités qui divisent l'opposition. Selon un sénateur de l'AREMA qui a déserté la conférence nationale, "chacun est libre de donner sa vision et son opinion. Il ne m'appartient pas de juger qui que ce soit". (D'après L'Express du 09/06/05)

Bilan de la conférence nationale : RAVALOMANANA tire son épingle du jeu. En dépit des obstacles mis sur leur route, les trois «N» ont pu organiser leur conférence même si elle s'est déroulée dans des conditions matérielles précaires. Dès le démarrage de la conférence, l'un des chefs de l'opposition a dissipé le doute sur les intentions des opposants. ALBERT ZAFY a en effet annoncé que *les participants devraient renoncer à toute idée de formation d'un gouvernement d'unité nationale*. Le pouvoir peut donc respirer car les opposants ne souhaiteraient plus partager le gâteau. Face aux énormes pressions rencontrées, les participants et les organisateurs ont bravé tous les obstacles pour se réunir. *Des fissures sont apparues dans la mouvance présidentielle*. Les événements de ces derniers jours attestent de la *légèreté de l'engagement politique* des uns et des autres et *l'indigence politique de la classe politique malgache*. Des ministres limogés changent de camp en cours de route, des opposants mettent à profit la conférence pour combler le vide idéologique de leurs partis. En fin de compte, MARC RAVALOMANANA tire son épingle du jeu. ALBERT ZAFY vient de reconnaître implicitement l'effectivité du pouvoir du chef de l'Etat. Par ailleurs, MARC RAVALOMANANA a réussi à *diviser l'église catholique* avec un REMI RALIBERA voué corps et âme à l'opposition. *Cette défection sonne aussi le glas du FFKM*. Chacun a en face de lui un champ de ruine. (D'après Tribune du 04/06/05)

Impatience des participants à la conférence nationale : On aurait pu s'attendre à ce que la résolution de la conférence nationale prévoit l'unification des partis de l'opposition et la désignation d'un candidat unique pour les élections présidentielles de 2007, mais cela n'avait pas été le cas. Les participants paraissent *déterminés à changer le cours de l'histoire sans plus attendre*. Ils revendiquent la mise en place d'une structure de transition, qui aboutirait à un *gouvernement transitoire, avant la fête nationale du 26 juin*. Le président malgache, de retour du Japon, considère que la conférence nationale est *«une preuve de démocratie»*. (D'après Midi du 06/06/05)

L'après conférence nationale : les organisateurs vont mettre sur pied un *comité de suivi des résolutions* et créer des antennes dans chaque province. Ce comité est habilité à engager la discussion avec le pouvoir en place et la communauté internationale. Il se charge également de la sensibilisation et de la coordination des actions en direction de la population. Passé l'ultimatum du 26 juin, les 3 entités passeront à l'étape suivante : la *"prise en main"* de la concrétisation des résolutions. Des *menaces de grèves* sont déjà brandies. L'objectif affiché est de *bloquer la machine administrative*. L'armée est invitée à *"exprimer sa colère"*. Les démarches des 3 entités peuvent être perçues comme une *provocation à l'endroit du régime à commettre une faute*. Interrogé sur leur éventuelle arrestation, les meneurs du mouvement *"s'en réjouissent"* déjà. *"Notre arrestation pourrait être une bonne chose car elle peut accélérer les*

événements", A l'allure où vont les choses, *la logique de l'affrontement semble inévitable.* (D'après L'Express du 06/06/05)

Transition vers une VIème république : Pour les observateurs, il est facile de mettre en place un gouvernement "*insurrectionnel*", mais il ne l'est pas de convaincre la communauté internationale (y compris les bailleurs de fonds) à contraindre MARC RAVALOMANANA à déclarer une transition qui servira de tremplin vers une VIème République. (D'après Tribune du 06/06/05)

Évoquant la Conférence nationale, **MARC RAVALOMANANA rapporte les propos échangés avec Mme KRUEGER du FMI** pour dire que *les grands pays amis et les bailleurs de fonds sont indifférents aux gesticulations des initiateurs de ce rassemblement de l'"opposition" qui n'a pas, d'après ses propos d'autre objectif que la déstabilisation. "S'ils avaient des propositions claires pour développer le pays, elles sont les bienvenues mais comme ils ne cherchent que les sièges gouvernementaux et les privilèges, on ne sait quoi en faire"*, a-t-il déclaré. (D'après Tribune du 09/06/05)

Général SOJA ministre de la Réforme administrative et de l'Intérieur : « *C'est un suicide collectif* » La mise en place, par l'opposition, d'un régime de transition, est redoutée. Selon le général en retraite, « *cette initiative est un suicide collectif pour les Malgaches* ». Le ministre pense que ce n'est plus le moment de revivre les années troublées de 1991 et 2002. (D'après La Gazette du 13/06/05)

Opposition cherche leader - duel entre NY HASINA ANDRIAMANJATO et ALAIN RAMAROSON : la troïka est en passe de trouver un accord pour la suite de la démarche dans laquelle elle s'est engagée après la conférence nationale. Une rencontre tripartite a eu lieu entre ALBERT ZAFY et les pasteurs RICHARD ANDRIAMANJATO et EDMOND RAZAFIMAHEFA. Elle a pour objet de faire la *synthèse des propositions du CRN, du CRN et de la SPDUN*. Deux courants s'affrontent quant au schéma à retenir, à savoir une direction monocéphale ou un triumvirat. Deux noms émergent du lot pour *conduire le comité exécutif et de suivi* : NY HASINA ANDRIAMANJATO et ALAIN RAMAROSON. Ce comité a une responsabilité dans la réussite ou l'échec du processus engagé par l'opposition. Il a pour mission de *convaincre l'opinion publique, autant nationale qu'internationale, du bien-fondé de la démarche des trois entités*. (D'après L'Express du 14/06/05)

« **Pas de gouvernement insurrectionnel !** » Les initiateurs de la Conférence nationale cherchent une voie pour afficher leur solidarité et leur crédibilité. Ces opposants *délaissent le ton radical*. Après l'euphorie de la réussite de la Conférence, les esprits semblent s'apaiser. Le rejet d'une partie de l'opinion de ce projet de gouvernement insurrectionnel et les discours provocateurs de certains dirigeants de l'opposition, peuvent être à l'origine de ce changement de comportement. « *Nous n'allons pas mettre en place un gouvernement insurrectionnel ! Nous ne préparons ni une insurrection ni un coup d'Etat, le 26 Juin prochain* », ont rectifié quelques dirigeants. (D'après La Gazette du 16/06/05)

« *C'est parce que le pouvoir en place ne veut pas entendre parler d'amnistie, de révision de la Constitution, de refonte du code électoral... qu'a été évoquée, l'éventualité d'une transition qui aurait justement pour mission, de s'occuper de ces questions* », explique la SPDUN. Non sans préciser que « *la période de transition n'excéderait pas 6 mois. Le temps de mettre en place les conditions nécessaires et suffisantes pour que l'élection présidentielle de 2007 se déroule sans heurts* ». (D'après Midi du 17/06/05)

Trois hommes pour un fauteuil : la Conférence nationale a servi de rampe de lancement pour ceux qui pensent à *l'échéance présidentielle* (fin 2006 ou début 2007). Dans les rangs de l'opposition, certains leaders tentent d'ores et déjà de se démarquer en vue de cette élection de tous les espoirs et aussi de tous les dangers. Même si personne n'a osé se prononcer ouvertement quant à son intention d'être candidat, au risque d'aborder prématurément un sujet qui fâche, par contre les observateurs perçoivent depuis, quelques signes annonciateurs d'un grand débat, d'une lutte, d'une bataille... (D'après *La Gazette* du 18/06/05)

Les 3 « N » sont enfin parvenus à mettre en place les structures de suivi de la Conférence nationale : le professeur ZAFY ALBERT ainsi que les pasteurs RICHARD ANDRIAMANJATO et EDMOND RAZAFIMAHEFA sont les 3 co-présidents du Comité National Exécutif. Quant au Comité National de Réalisation des résolutions, il est présidé par ALAIN RAMAROSON. Lequel est entouré de 6 vice-présidents, à raison de 1 par province et de 2 par entité (CRN, RFN, SPDUN). L'existence de 3 structures ainsi que les nombres des vice-présidents et conseillers dénotent de *l'âpreté des débats voire du « marchandage » entre les 3 composantes* dans la désignation des différents responsables. *Le critère tribal ou l'équilibre ethnique a du également être pris en compte*. En effet, si tout le monde reconnaissait l'opportunité de mettre un Merina à la tête du comité national de réalisation des résolutions, d'aucuns estimaient qu'il fallait créer une autre structure présidée par un Côtier (D'après *Midi* du 23/06/05)

Aveu d'impuissance : on s'y attendait. L'opposition ne pouvait que déboucher sur une direction collégiale. Dans un ensemble hétéroclite où le rassemblement est dicté moins par la conviction pour un idéal que par *l'antipathie à une personne*, il est difficile de faire mieux. La collégialité n'est qu'une façon *d'entretenir l'illusion*, de faire durer le sursis pour une opposition qui présente des signes avant-coureurs d'une prochaine désagrégation. (D'après *L'Express* du 23/06/05)

Actions de la diaspora

Assidu-Madagascar : « *Non au triomphe de l'injustice* » « *Devant la condamnation arbitraire de PIERROT RAJAONARIVELO ce 27 mai à 3 ans d'emprisonnement ferme pour un motif grotesque « d'usurpation de fonction », sans qu'aucune preuve ait pu être apportée par le ministère public, et ce malgré la pertinence de la Défense qui a aligné des preuves évidentes quant à l'innocence manifeste de leur client, l'Association Assidu-Madagascar regrette que 3 ans après son accession par « une usurpation » à travers une double "investiture", celle du 22 février 2002 et du 06 mai 2002, RAVALOMANANA persiste dans sa méthode injuste et barbare pour éliminer un adversaire politique* ». L'Association craint qu'avec cette surdité et cet entêtement Madagascar ne coure **un grand danger d'explosion sociale**. (D'après *La Gazette* du 01/06/05)

Contre-offensive des partisans de RAVALOMANANA : l'association TIM de Suisse et de France critique vertement les partis de l'opposition : « *La "conférence nationale" organisée par le CRN, le RFN et le SPDUN, regroupant essentiellement les anciennes classes dirigeantes des années RATSIRAKA et ZAFY, visaient-elle à proposer des solutions pour améliorer le sort des Malgaches ? Nous en doutons. C'est en tous les cas tout le contraire qui en a résulté* ». Le communiqué estime ainsi, à propos de la conférence de l'opposition, que « *les organisateurs ont créé les conditions d'une déstabilisation inutile et autodestructrice* ». Les partis de l'opposition ayant organisé la conférence « *ne visaient finalement qu'à conduire au chaos un pays déjà ruiné par des années de mauvaise gouvernance* ». « *S'ils veulent gagner les prochaines élections dignement et dans le respect des règles de cette même démocratie qui les respecte, qu'ils montrent aux Malgaches leur volonté de faire encore mieux que l'équipe dirigeante* ». (D'après *Matera* du 15/06/05)

Une nouvelle aile de l'opposition en France ? Des réunions ont eu lieu entre diverses personnalités dont l'objectif serait de créer une entité d'opposition au régime du Président RAVALOMANANA. Parmi ces personnalités se trouvent *des proches de l'Amiral RATSIRAKA*, ainsi que des *opérateurs économiques* malgaches ayant toujours bénéficié de l'appui de l'ancien régime. Des anciens TIM et (anciens ?) AVI auraient également été aperçus, ceux qui étaient au devant de la scène en 2002, notamment parmi la diaspora, mais qui ont basculé dans l'autre camp. L'opposition continue à se mobiliser, mais en veillant à ne pas être taxée d'utiliser la France comme «*base arrière*». (D'après *Midi du 17/06/05*)

Religions, relations Eglises-Etat

Face aux "déstabilisations" Les partisans du régime font bloc autour de MARC RAVALOMANANA : des personnalités issues de divers horizons ont rencontré le chef de l'Etat. Chaque entité a sa manière de faire savoir la nécessité de la continuité la "*collaboration*" entre eux et le régime. Depuis les parlementaires, en passant par les opérateurs économiques, nationaux ou "*karana*", les conseillers politiques du chef de l'Etat ainsi que les partis politiques se positionnent tous en faveur du pouvoir. *Les Eglises renouvellent leur soutien au régime* : les quatre chefs d'Eglise au sein du Conseil œcuménique des églises (FFKM) ont officialisé en leur position en faveur des "*réalisations du régime*". (D'après *L'Express du 11/06/05*)

Les Eglises renouvellent leur soutien au pouvoir : les chefs d'églises regroupés au sein du FFKM n'ont pas mâché leurs mots pour dénigrer les opposants au régime RAVALOMANANA. Le cardinal GAËTAN RAZAFINDRATANDRA n'a pas hésité à déclarer, dans une interview, qu'on n'a pas besoin d'une conférence nationale. Quant au pasteur RAKOTO ENDOR, président des Eglises Luthériennes, il a déclaré sans ambages que *le pays n'a jamais connu un tel développement depuis son accession à l'indépendance*. Bref, ces deux chefs d'Eglises ont complètement occulté la pauvreté qui frappe la majorité de la population malgache, y compris les fidèles. (D'après *Tribune du 28/06/05*)

La nécessaire collaboration entre l'Etat et les Eglises, dans le cadre de la mission d'éducation des citoyens : le président de l'Assemblée nationale JEAN LAHINIRIKO, trésorier du bureau central de l'Eglise luthérienne, a rappelé la nécessaire collaboration entre l'Etat et les Eglises, dans le cadre de la mission d'éducation des citoyens. Et de souligner que la foi en Dieu permet d'entreprendre beaucoup de choses pour le développement socioéconomique de ce pays. (D'après *Les Nouvelles du 15/06/05*)

Gouvernance, corruption et blanchiment d'argent, fraudes

La Banque mondiale demanderait une réduction de 50% de l'effectif des fonctionnaires : un nouveau recensement des fonctionnaires de l'Etat est en train d'être opéré. Il aurait été exigé par les bailleurs de fonds dont la Banque mondiale, pour une meilleure clarification de la situation. D'après des indiscretions, cette exigence ou "*conditionnalité*" de la Banque mondiale porterait sur une réduction de moitié de l'ensemble de l'effectif actuel des agents de l'Etat. (D'après *Les Nouvelles du 16/06/05*)

Symposium de 14 anciens chefs d'Etat africains et malgache à Bamako : cette réunion est placée sous le thème « *La gouvernance démocratique, la paix et la sécurité* » Contrairement

à son successeur en 1993, ALBERT ZAFY, DIDIER RATSIRAKA est absent. Les assises s'efforcent d'encourager les anciens chefs d'Etat démocrates à soutenir et à contribuer sans relâche aux efforts de démocratisation sur tout le continent. Le forum est l'occasion pour ces anciens dirigeants encore crédibles, *de partager leurs expériences sur les initiatives de démocratisation et la gestion des conflits, ainsi que sur la bonne gouvernance*. Ce cartel de leaders bénéficie de l'appui du Centre d'études stratégiques de l'Afrique, du Club de Madrid, de la fondation Gates, du gouvernement allemand, du National Democratic Institute, du National Endowment for Democracy, du PNUD, de l'Open society institute for west Africa (Osiwa), de l'USAID et de la fondation Westminster pour la démocratie. (D'après Midi du 08/06/05)

Déclaration du patrimoine : «Je ne ferai pas» dixit M. RAVALOMANANA. Le chef de l'Etat a déclaré qu'il ne fera pas la déclaration de ses biens, *conformément au texte et loi en vigueur*. Il a simplement signalé qu'il avait ses propres entreprises. Cette décision handicape le BIANCO dans l'accomplissement de ses missions. Car certains hommes politiques ont fait savoir qu'ils ne feront pas non plus leur déclaration tant que le Président en est dispensé. Plus d'uns s'interrogent sur le bien-fondé de *ce texte discriminatoire dont le chef de l'Etat bénéficie* car il le met au-dessus de la loi de sorte que pour beaucoup il bénéficie d'une immunité absolue. Chose curieuse, les bailleurs de fonds ont brillé par leur mutisme total. Or, la présidence fait partie des institutions, gestionnaires de crédit dont le montant est évalué à plusieurs centaines de milliards. A ce rythme, la transparence dans la gestion des affaires de l'Etat n'est qu'un simple slogan politique. (D'après Tribune du 09/06/05)

Ministère des finances : soumettre la... Présidence. *Le gouvernement entend règlementer les achats de véhicules administratifs par les ministères et les services officiels*. Il a assujéti l'achat de véhicules à une autorisation préalable de la Primature. *Le hic, c'est la... Présidence de la République* qui, on ne sait comment, trouve le moyen d'importer des dizaines (voire des centaines) de véhicules pour les députés, pour les brigades de gendarmerie, pour la Police, pour les Cisco, etc., avec des fonds dont on ignore la provenance. Si la Primature arrive à soumettre la Présidence à cette autorisation préalable, ce sera vraiment la bonne gouvernance. (D'après La Gazette du 30/06/05)

Lutte contre la corruption : les jeunes s'engagent. *«Jeunes, démocratie, lutte contre la corruption»*. C'est sur ce triple thème que se sont penchés les jeunes membres du RJDP (Réseau des Jeunes pour la Démocratie et la Politique). Le RJDP est une plate-forme réunissant 8 associations de jeunes (étudiants, chercheurs, politiciens, ...). Depuis sa création, cette plate-forme a déjà entrepris plusieurs activités de sensibilisation, notamment sur l'environnement et l'éducation civique. (D'après Midi du 03/06/05)

La lutte contre la corruption est un acte de charité, affirme Benoît XVI : le pape a reçu les évêques de Madagascar qui concluaient leur visite « *ad limina* » au pape et à ses collaborateurs de la curie romaine. La lutte contre la corruption, pour construire une société de plus en plus juste, constitue pour les chrétiens, en particulier pour les laïcs, un acte de charité. (D'après zenit.org du 19/06/05)

Des fonctionnaires ouest-africains et des fonctionnaires d'ambassades mis à l'index pour trafics : une large frange des fonctionnaires originaires de l'Afrique de l'ouest et appartenant à des organismes internationaux tremperait dans des trafics tels que *l'exportation illicite de pierres précieuses, la grande corruption dans des marchés publics* etc. Mais il y aurait aussi quelques fonctionnaires d'ambassade, compromis dans des *trafics portant sur des visas de sortie*, que des clients « généreux » peuvent obtenir en un temps record. Il y aurait aussi des

pots-de-vin dans le secteur des *marchés publics financés par le pays d'origine* de ces diplomates. (D'après *La Gazette* du 03/06/05)

Madagascar se trouve en pleine tourmente juridique suite à une plainte de la Suisse en matière de blanchiment d'argent. « *Notre pays avait failli être renié par la communauté internationale. Heureusement que le régime a pris ses responsabilités et Madagascar est actuellement reconnu mondialement* », a indiqué le Président sans donner des détails. « *Nous travaillons étroitement avec la France, les Etats-Unis et l'Afrique du sud en matière d'informations* », a-t-il révélé. (D'après *Midi* du 09/06/05)

Blanchiment d'argent : des Russes tentent des opérateurs malgaches. Le pays risque de devenir une importante plaque tournante du blanchiment d'argent sale. Après des Africains, c'est au tour d'opérateurs russes de tenter leur chance. Lors de son dernier passage, EVA JOLY a révélé que l'affaire de la compagnie pétrolière russe Ioukos s'accompagne de tentatives de blanchiment dans de nombreux pays via la constitution de 1.000 sociétés écrans. Les approches tentées par des Russes auprès d'opérateurs malgaches pourraient être liées à cette affaire. (D'après *La Gazette* du 09/06/05)

Fraude fiscale : les fiscalistes estiment qu'à Madagascar, la contribution de la fraude fiscale au *manque à gagner pour l'Etat est énorme*. Au début de l'an 2000, la fraude fiscale représentait 9,8 % du PIB. Le BIANCO osera-t-il se saisir de ce dossier ? (D'après *Tribune* du 10/06/05)

Toliary : 9 gendarmes grades sous les verrous pour corruption. Le Colonel RANDRIAMAMPIONONA ROLLAND, à la tête de la Circonscription de la gendarmerie nationale, a laissé entendre que depuis sa prise de commandement, 9 gendarmes gradés, des commandants de brigade, ont été mis sous les verrous pour cause de corruption. Le leader de l'état-major mixte opérationnel de préciser que le manque de moyens ne doit servir en aucun cas de prétexte pour se dessaisir de ses obligations. (D'après *Midi* du 28/06/05)

Les activités 2004 du Ministère de l'Intérieur concentrées sur l'Etat de droit et la bonne gouvernance : le ministère a engagé un train de mesures portant sur la *lutte contre la corruption, les opérations électorales*, la mise en place d'une *administration de proximité*. Parmi les mesures prises pour lutter contre la corruption, on citera l'amélioration des circuits de traitement des dossiers relatifs à l'octroi de visa de séjour et de délivrance de cartes de résidents, et l'informatisation des activités des services pouvant se prêter à la corruption. Dans la rubrique "*opérations électorales*", le ministère de l'Intérieur a démarré 2 opérations visant à élargir le corps électoral à tous les citoyens âgés de dix huit ans révolus, jouissant de leurs droits civiques et politiques, *qui n'ont pu voter faute d'actes de naissance*. Enfin, l'amélioration de l'organisation et du fonctionnement du Conseil national électoral (CNE). (D'après *Les Nouvelles* du 23/06/05)

Activités du BIANCO et du CSLCC

Bilan d'activité : 92 personnes ont été arrêtées, prises en flagrant délit de corruption, dont 38 sont déjà jugées, tel est le bilan du BIANCO depuis sa prise de fonction l'année dernière. Pour M. RAMAROZATOVO, son directeur, le BIANCO a pour mission de "*lutter contre la corruption par l'application effective des lois, l'éducation et la prévention pour que Madagascar devienne une référence en matière de probité, d'équité et de prospérité à l'horizon 2015*". Dans cette optique, a-t-il ajouté, 3 mesures sont incontournables, entre autres, "*le renforcement de la*

bonne gouvernance, l'instauration de l'Etat de droit et la protection des droits de l'homme". (D'après Xinhuanet du 04/06/05)

Lutte contre la corruption : adhésion de la majorité des Tananariviens. D'après l'enquête financée par la fondation Friedrich Ebert à propos de la lutte contre la corruption, la population d'Antananarivo, dans sa majorité (72,5%), fait confiance aux actions du BIANCO. Une large majorité est *convaincue de la fermeté de la volonté politique*. Toutefois, on s'interroge si le BIANCO osera s'attaquer à la grande corruption et aux gros poissons. *La population déclare être fortement impliquée* dans la lutte contre la corruption, et prête à déposer plainte, en tant que victime ou témoin. (D'après Tribune du 11/06/05)

L'ancien DG des impôts JONAH RANDRIAMBOLOLONA en prison : il serait inculpé de recel, de faux en écriture publique et de faux et usage de faux. Le mandat de dépôt a été prononcé par la chaîne pénale anti-corruption après les investigations du BIANCO sur une affaire constatée à la société pharmaceutique Salama. 3 personnes parmi la trentaine d'enquêtés sont mises en mandat de dépôt. *Cette affaire remet sur le devant de la scène les relations de M. RANDRIAMBOLOLONA avec M. RAVALOMANANA*. Le premier était parti au secours du second quand ce dernier devait répondre, en 2001, d'un redressement fiscal d'environ 300 milliards Fmg. En récompense sans doute de l'effacement de cette importante dette fiscale, l'ancien consultant de Tiko qu'est JONAH RANDRIAMBOLOLONA, revient à la tête du fisc avant d'être évincé pour devenir ensuite conseiller fiscal du Président. Après, sa fille épouse le garde du corps du chef de l'Etat, JEAN MARC KOUMBA dont la récente expulsion demeure jusqu'à présent un mystère. Bref, c'est une famille dévouée à M. RAVALOMANANA qui est aujourd'hui mise en cause. (D'après La Gazette du 08/06/05)

Placé sous mandat de dépôt, l'ancien directeur général des impôts JONAH RANDRIAMBOLOLONA a été libéré moyennant remboursement de 138millions Ar à l'entreprise pharmaceutique Salama, dans le cadre du traitement du dossier fiscal de cette société. Le problème est que *cette libération remet en cause l'indépendance de la Justice* et surtout le fonctionnement de cette dernière. Contrairement à la règle de séparation des pouvoirs, c'est le Président de la République qui décide de tout, même au niveau de la justice. Ensuite, la lutte contre la corruption et l'instauration de l'Etat de droit ne sont que des slogans : désormais, la règle serait qu'on peut voler, se faire emprisonner et se faire libérer ensuite après le remboursement du butin. (D'après La Gazette du 27/06/05)

Me WILLY RAZAFINJATOVO : "RAVALOMANANA outrepatte ses droits". Réagissant sur la remise en liberté de l'ancien directeur des impôts, Me WILLY RAZAFINJATOVO décèle une anomalie. *"Le paiement de l'argent, supposé être détourné, efface tout juste l'action civile et non l'action pénale"*, rapporte-t-il. *"Le Président RAVALOMANANA n'a aucun pouvoir de décision pour sortir une personne de prison"*. *"Une telle décision relève de la prérogative de la juridiction de jugement ou encore du jugement de siège"*, a-t-il tenu à préciser. (D'après La Gazette du 28/06/05)

Les interrogations fusent de toutes parts : *suffit-il de rembourser pour être blanchi ?* C'est véritablement le cas dans notre pays, et gageons que cela fera des émules parmi les criminels. Le « deux poids, deux mesures » continue de plus belle. Les deux hautes personnalités en question connues pour leur allégeance et leur complicité avec l'actuel régime s'en sortent bien. Ils ont volé, et pas des broutilles puisqu'il s'agit de centaines de millions. Ils ont remboursé et se retrouvent libres comme l'air. Où ont-ils pu trouver autant d'argent en si peu de temps ? Car, selon toute vraisemblance, ils ont déjà utilisé ce qu'ils ont volé. (D'après Matvonline du 29/06/05)

BAKOLALAO RAMANANDRAIBE : « *Le remboursement n'annule pas la poursuite* » « *La poursuite à l'encontre de JONNAH RANDRIAMBOLOLONA, l'ancien DG des impôts, ne sera pas annulée, même s'il a remboursé l'argent qu'il a détourné* ». C'est l'annonce faite par BAKOLALAO RAMANANDRAIBE, la présidente du Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption. (D'après La Gazette du 29/06/05)

Le maire de Toliara, certains de ses collaborateurs et membres de sa famille déferés devant le tribunal, suite à une enquête du BIANCO qui a duré une quinzaine de jours. Les rumeurs parlent de «*détournement de deniers publics*» et de «*surfacturation*». Des rumeurs qui justifieraient peut-être le retard de paiement du salaire des employés de la commune depuis le mois de novembre dernier. (D'après Les Nouvelles du 08/06/05)

Après déferrement, ils ont obtenu la liberté provisoire. Un quatrième inculpé reste cependant sous mandat de dépôt. ". (D'après L'Express du 09/06/05)

Lutte engagée dans les prisons : le BIANCO se lance dans la *sensibilisation des responsables des prisons*, où les actes de corruption sont connus pour être une pratique courante, notamment celle des pots-de-vin versés aux gardiens ou à des responsables à la hiérarchie plus élevée par les prisonniers eux-mêmes, qui escomptent ainsi des traitements préférentiels. (D'après Midi du 15/06/05)

Prochaine mise en place d'un système d'observation de la corruption dans chaque région : les objectifs sont de savoir si le pays est sur la bonne voie en matière de lutte contre la corruption, garder un haut degré de vigilance (parce que la corruption est un sujet délicat et difficile à observer) et de rassurer les "*dénonciateurs*". La collecte systématique et permanente des informations, le traitement des données et la publication des résultats ainsi que la mise en réseau et la participation des acteurs (société civile, médias...) seront de mise pour ce faire. Des *appuis techniques et expertises internationales* viendront dès juillet avec la participation d'experts suisses. (D'après L'Express du 28/06/05)

Le principal objectif de la Grande île est *d'atteindre l'indice de corruption 7 en 2015*, a rappelé BRICE LEJAMBLE, directeur de la communication et des relations extérieures du CSLCC. Cet indice a été de *2,6 en 2003 et de 3,1 en 2004*. (D'après Les Nouvelles du 28/06/05)

RELATIONS EXTERIEURES, DIPLOMATIE

Madagascar soutient la candidature japonaise au Conseil de Sécurité des Nations Unies : c'est le premier pays à manifester officiellement son soutien à la candidature du Japon en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité. Le Président MARC RAVALOMANANA a également annoncé que le pays du Soleil Levant est prêt à augmenter le volume de l'enveloppe budgétaire allouée aux pays africains, y compris la Grande île. *Le Japon figure parmi les pays qui ont beaucoup aidé Madagascar depuis des années* : approvisionnement en eau potable, construction des routes et d'ouvrages d'art, appui aux secteurs santé et éducation. (D'après Tribune du 01/06/05)

Madagascar hésite encore sur le pays africain à soutenir au Conseil de sécurité : le Président de la République s'est contenté de souligner que Madagascar appuie la candidature de l'Allemagne, du Japon, de l'Inde et du Brésil. Pour l'instant, 5 candidatures sont officielles, celles de l'Afrique du Sud, de l'Egypte, du Nigeria, du Kenya et du Sénégal. *Madagascar pourrait éventuellement soutenir l'Afrique du Sud et le Sénégal qui entretiennent des relations diplomatiques et économiques privilégiées avec le pays, mais un appui à l'Egypte n'est pas exclu*. (D'après Les Nouvelles du 28/06/05)

MARC RAVALOMANANA : cap sur le Canada. Ce séjour est surtout destiné à demander aux autorités canadiennes de soutenir la demande de M. RAVALOMANANA de pouvoir *participer, en tant qu'invité, au sommet du G8*, le mois prochain en Ecosse (D'après *La Gazette du 13/06/05*)

VIE SOCIALE, DROITS HUMAINS, LIBERTES & JUSTICE

700 apatrides à Madagascar veulent être Français : une association des oubliés de la décolonisation s'est créée à la Réunion afin d'aider près de 700 personnes *d'origine indienne, chinoise ou grecque* qui, depuis 40 ans, vivent sans nationalité à Madagascar. Nées lorsque la Grande Ile était sous la souveraineté de la France, mais n'ayant pas fait enregistrer officiellement leur nationalité française au moment de l'indépendance, elles sont depuis apatrides. Cette association veut alerter l'opinion sur ce que ses membres qualifient de « *drame humain* » qui repose sur une situation juridique complexe et ainsi, entamer des démarches à la fois diplomatiques, politiques et éventuellement judiciaires pour régler cette situation. Des centaines de personnes qui ne peuvent obtenir ni la nationalité française, ni la malgache puisque le droit national ne reconnaît que *le droit du sang*. Ils sont particulièrement vulnérables et *s'inquiètent d'être désignés comme boucs émissaires* par le président malgache qui a accusé la communauté karana d'être des perturbateurs qui veulent déstabiliser le régime. (D'après *Midi du 15/06/05*)

Ratification de la Convention contre la torture : la Chambre basse a examiné le projet de loi autorisant la ratification de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants. Ce texte a été adopté par le sénat avec une abstention. Basée sur la Déclaration universelle des Droits de l'homme, cette convention préconise l'interdiction d'infliger intentionnellement des traitements cruels sous toutes ses formes et quels qu'en soient les motifs. Elle définit la torture comme *"tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux..."*. : (D'après *L'Express du 24/06/05*)

Fianarantsoa : montée de la violence sexuelle. Le Collectif des Associations de Femmes de Fianarantsoa Pour le Droit de l'Homme CAFF) a montré que la violence sexuelle ne cesse de croître dans le pays Betsileo. En effet sur 536 ménages enquêtés, *87% des femmes et des jeunes filles se déclarent être victimes de violences conjugales ou sexuelles*. Tous les cas ne sont pas portés devant les tribunaux. Le collectif a reçu un financement du MISONGA ou Managing and Strenghtening Organisation for Networked Governance Approches, un programme exécuté par Pact, Inc et Catholic Relief Services-Madagascar avec le financement de l'U.S.A.I.D. (D'après *La Gazette du 28/06/05*)

Education, crise universitaire

La tension universitaire se déplace à Mahajanga, 7 étudiants arrêtés : des étudiants non satisfaits de leur situation ont semé le trouble, entraînant l'intervention des forces de l'ordre et la levée de la franchise universitaire. 7 étudiants ont été arrêtés. Des destructions matérielles importantes dans la ville ont été constatées. Le désordre a commencé quand des étudiants, non contents des délestages de la Jirama et du retard de paiement de leurs bourses, se sont rendus au siège de l'Université. L'année universitaire est remise en question. Ces fauteurs de trouble risquent une peine d'emprisonnement. (D'après *L'Express du 08/06/05*)

Les actes de vandalisme de Mahajanga, selon le Chef de l'Etat, ont été provoqués par certains *pour démontrer aux responsables du FMI en visite dans l'Ile que « Madagascar est un pays instable »*. (D'après Midi du 09/06/05)

Les étudiants majungais refusent de toucher leurs bourses par solidarité avec leurs camarades en détention. (D'après Les Nouvelles du 10/06/05)

Les étudiants de l'université d'Antananarivo ont choisi l'accalmie, ils ont préféré arrêter le mouvement de grève. Les meneurs n'ont pas annoncé une fin officielle de la grève estudiantine mais plus personne, actuellement, ne prononce le mot. Le calme est donc bel et bien revenu sur le campus. (D'après Matera du 16/06/05)

La lutte contre la pauvreté passe aussi par l'amélioration de l'éducation en quantité et en qualité. Madagascar 15ème pays bénéficiaire du Fast Track Initiative. Une élection qui ouvre la voie à un financement de 10 millions de dollars et qui permettra d'améliorer le secteur éducation à Madagascar. L'Initiative Fast Track ou l'Initiative pour la Mise en Œuvre Accélérée (IMOA) du programme Education Pour Tous (EPT) est partie du fait que plus de 100 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés et a été lancée en 2002 sous forme d'un partenariat mondial entre les bailleurs de fonds et les pays en développement, en vue d'accélérer les progrès vers la réalisation d'ici 2005, de l'objectif de développement pour le Millénaire ayant trait à la scolarisation primaire universelle. Selon le ministre de l'Education Nationale HAJANIRINA RAZAFINJATOVO, l'accès de Madagascar à cette initiative *témoigne de la crédibilité du Président de la République et des programmes lancés par Madagascar en matière d'éducation*. D'ailleurs, l'Initiative Fast Track est réservé aux pays à faible revenu dont il est établi qu'ils sont résolument engagés à réaliser l'objectif de scolarisation universelle. (D'après Midi du 25/06/05)

Adoption, travail et droits des enfants

Adoption d'une nouvelle loi sur l'adoption pour mieux protéger l'enfant malgache : cette loi stipule que *seuls les enfants de moins de 10 ans peuvent être adoptés*. Les Français s'attachent surtout aux moins de 5 ans. Toute adoption plénière, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, est soumise au *contrôle des autorités centrales*. Les protagonistes doivent respecter et remplir les conditions exigées, car les enfants adoptés cherchent à connaître leurs vrais parents et demandent leur pays d'origine une fois adultes. Le ministère n'octroie pas de dons aux centres d'accueil d'enfants, à l'exception de deux d'entre eux mis en place par le ministère. Le ministre ZAFILAZA déplore l'attitude de certains centres : *« quelques-uns d'entre eux fonctionnent uniquement pour des buts lucratifs »*. Il confirme que nombre d'entre eux sont illégaux. L'adoption par les ressortissants de pays qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec la Grande île sera refusée. Les députés ont décidé de *supprimer l'adoption par une seule personne*. (D'après L'Express du 13/06/05)

« Carton rouge au travail des enfants » : le gouvernement en partenariat avec l'OIT et la *fédération malgache de football* lance une campagne dénommée *« carton rouge au travail des enfants »*. C'est en 2002 que l'OIT a décidé d'utiliser le symbole carton rouge pour stigmatiser ce fléau lors d'une campagne d'informations destinée au grand public à l'occasion de certaines compétitions de football. (D'après La Gazette du 01/06/05)

Travail des enfants : l'exploitation sexuelle existe. A Madagascar, les enquêtes récentes indiquent que les pires formes de travail de l'enfant identifiées sont : l'exploitation sexuelle à

des fins commerciales, le travail domestique, l'utilisation des enfants en milieu de travail dangereux comme dans les mines, les carrières de pierres et les déchetteries. *Près de 2 millions d'enfants en sont victimes*. Pour lutter contre ce fléau, notre pays a ratifié des conventions internationales y afférentes. Le gouvernement a également mentionné dans le DSRP que la lutte contre le travail des enfants constituait une priorité. *Un comité national de lutte a été mis en place* sous la houlette du ministère de la Fonction publique, du Travail et des Lois sociales. Des projets sont aussi montés par le gouvernement et appuyés par des ONG. Ils sont financés notamment par la France et les USA. (D'après La Gazette du 01/06/05)

2.500.000 enfants malgaches sans identité ni droit civique : pas d'identité, pas d'école, donc déscolarisés, sans aucune protection. Lancée officiellement en juin 2004, l'opération EKA comporte deux volets principaux. D'une part, systématiser la déclaration de naissance dans le délai légal qui est de 12 jours après la naissance et d'autre part, enregistrer d'une manière rétroactive la naissance des enfants de moins de 18 ans, jusqu'à présent sans copie. (D'après Midi du 24/06/05)

Médias

La liberté d'expression à Madagascar selon JEAN-ERIC RAKOTOARISOA, Professeur de droit à l'Université d'Antananarivo : « dans la capitale, elle l'est en général. Mais dans les provinces, certaines autorités locales abusent de leur pouvoir, et cela fait obstacle à la liberté d'expression. De plus, *la censure au niveau des médias publics* peut être qualifiée de non-respect de cette liberté d'expression car ceux-ci sont encore sous la tutelle directe du ministère de la Communication, des postes et de la télécommunication, alors qu'en principe, ils doivent être des organes indépendants ». (D'après L'Express du 14/06/05)

Radio Say de Toliara : un an de silence ! Cela fait un an que le régime a décidé de fermer la radio appartenant à l'ancien ministre de RATSIRAKA, JOSEPH RANDRIANASOLO. Au début, les griefs invoqués par l'Etat avaient trait à une intervention politique d'une personnalité de la région dont le contenu aurait été perçu par les autorités locales comme une offense. Le régime a ensuite changé de tactique en ayant enjoint son propriétaire de se plier aux conditions du cahier des charges, lequel n'a jamais été remis à cette radio au moment de l'ouverture officielle. JOSEPH RANDRIANASOLO a achevé depuis 8 mois toutes les démarches nécessaires, exigées par le ministère pour légaliser la situation. L'Etat n'a pas encore pris la décision de réouverture. *Ses trois consœurs de Toamasina* (Radio Ny Antsika, Sky FM et Radio Feon'i Toamasina) *connaissent le même sort*. (D'après La Gazette du 28/06/05)

Toamasina et Toliara - La réouverture des 4 radios privées plutôt compromise : les explications fournies par BRUNO ANDRIANTAVISON, ministre des Télécommunications, des postes et de la communication, semblent anéantir les derniers espoirs de la réouverture de 4 stations de radio privées. Après quelques mois de tergiversation, le gouvernement semble opter pour la fermeté. *"Récidives, absence d'autorisation ou encore diffusion de fausses nouvelles"* ont été avancées par le responsable gouvernemental comme causes de la fermeture *"temporaire"* de ces stations. La position du gouvernement sur la fermeture de ces stations de radio, quels que soient les arguments avancés, ne manquera pas d'envenimer le rapport entre le régime et l'opposition. Et ce, d'autant plus que la plupart d'entre *elles appartiennent à des personnalités plus ou moins proches de l'opposition*. La RNA et la Sky FM, appartenant au maire de Toamasina ROLLAND RATSIRAKA et la RFT est la propriété de l'ancien ministre FANONY FULGENCE, membre du CRN. (D'après L'Express du 30/06/05)

Madagascar vu par le Monde et TF1 : dans le genre réducteur et grande paresse intellectuelle, un obscur ou nouveau venu du journal «*Le Monde*» fait très fort cette semaine en titrant sa pleine page : «*Madagascar, Le peuple de la décharge*»... ! Et comme TF1 vient aussi de commettre un reportage arrangé, allant dans le même sens, il est clair que pour les nombreux Français scotchés à cette télévision à sensation *les 17 millions d'habitants qui constituent le peuple de Madagascar vivent sur une décharge* ! De même que le peuple français, si l'on pratique la même déontologie professionnelle, vit dans le vomis de ses clodos avinés... ! (D'après *Les Nouvelles* du 25/06/05)

Madagascar en "stand-by" sur RFI ? Depuis le départ de notre confrère OLIVIER PEGUY, les informations sur Madagascar sont rares sur les ondes de RFI. Tout porte à croire qu'il faut attendre la visite du président français JACQUES CHIRAC, en juillet, pour que la situation soit rétablie. (D'après *Les Nouvelles* du 29/06/05)

Prisons & justice

Faute de budget, la situation des pensionnaires des différents centres de détention du pays est très critique. 12 détenus d'Antanimora sont hospitalisés. 3 d'entre eux sont des «détenus de sécurité», arrêtés à l'issue des événements de 2002. Pour une capacité normale de 800 détenus, la maison centrale en abrite 2981, dont 87 mineurs parmi lesquels, 7 jeunes filles. A cette surpopulation carcérale s'ajoutent plusieurs autres facteurs qui rendent vulnérables les pensionnaires d'Antanimora, en particulier, mais également ceux des autres maisons de détention à travers le pays, en général. Il s'agit, entre autres, de la promiscuité, de la précarité des infrastructures sanitaires, du délabrement des bâtiments, de l'insuffisance alimentaire et de la tension en raison de la lenteur des procès. 60% de ces 2981 détenus sont encore des prévenus. Dans cette situation, un peu plus de 900 détenus sont des condamnés, purgeant leurs peines. (D'après *Midi* du 04/06/05)

Situation dramatique dans les prisons du pays. Elle est pourtant moins catastrophique depuis que des associations apportent nourriture, médicaments et vêtements. «*Nous estimons qu'aujourd'hui il n'y a plus qu'une dizaine de morts par an et par prison ... contre dix par jour à Antanimora à la fin des années 80*», confirme le président de l'association *Fellowship Prison Madagascar*. La surpopulation carcérale est telle que «*les agents pénitentiaires ont depuis longtemps délégué leur pouvoir aux prisonniers* » (D'après *Les Nouvelles* du 08/06/05)

Amélioration des conditions de la vie carcérale : le ministère de la Justice a établi un *programme visant améliorer le confort et la santé des détenus* en installant un nouveau bloc sanitaire dans chaque maison carcérale. Il a mis en place des centres de santé et formé des paramédicaux pour surveiller l'état de santé des prisonniers. La Croix-Rouge internationale participe pleinement à la réalisation de ces projets dans certaines localités. Au cas où les détenus nécessiteraient des soins spéciaux, le ministère de la Santé prendra en charge leur évacuation vers les centres hospitaliers ou les centres de santé. Tous les locaux seront désinfectés avec le concours technique de la Croix Rouge. L'approvisionnement en médicaments sera amélioré. (D'après *Xinhuanet* du 14/06/05)

Le ministère de la Justice n'a pas les moyens de ses ambitions : la ministre LALA RATSIHAROVALA déplore l'insuffisance du budget de son département qui fait obstacle notamment à la réhabilitation de nombreuses prisons et à l'équipement en matériels de service et informatique et en mobiliers de bureau des tribunaux et établissements pénitentiaires. Des travaux qui figurent pourtant dans le calendrier du ministère. (D'après *L'Express* du 22/06/05)

Prisons : 60% des détenus sont des récidivistes. Le rejet de leur famille et de la société et l'absence d'une politique de réinsertion sociale bien définie sont les principales causes de ce phénomène de récurrence préoccupant. L'Etat ne nie pas cette défaillance. *«Faute de moyens, l'Etat n'est pas en mesure d'assumer toutes ses attributions, en ce qui concerne le respect des droits fondamentaux des détenus»*, devait reconnaître LALA RATSIHAROVALA, Garde des Sceaux et ministre de la Justice. *«Le volume de crédit alloué à l'achat de nourritures pour les détenus est insuffisant. Dès le mois de septembre de chaque année, les prisons connaissent une pénurie alimentaire. L'administration pénitentiaire est donc obligée de s'endetter et doit négocier avec ses fournisseurs pour la survie des détenus»*, a expliqué un directeur. Pour combler ce manque de moyens, ces responsables multiplient et sollicitent également le partenariat avec les ambassades, les ONGs, les sociétés civiles et les institutions internationales spécialisées, et les familles des détenus. Le ministère de la Justice et le CRS (Catholic Relief Services) ont soutenu l'initiative de l'ACP (Aumônerie Catholique des Prisons) dans son projet portant sur la *«Promotion et défense des droits fondamentaux des détenus»*. Pour améliorer les conditions d'incarcération, l'ACP a organisé, cette année, une série de symposiums sur les droits des détenus, avec les journalistes, les politiciens et les hommes de loi. La soixantaine de résolutions prises au cours de ces différentes rencontres ont été présentées aux parlementaires. Ces résolutions serviront également au ministère de la Justice pour formuler son projet de refonte du décret de 1959 régissant l'administration pénitentiaire et les détentions. Ce texte, datant de l'ère coloniale, ne cadre plus avec les réalités actuelles. Ces réformes pourraient contribuer à atténuer la *surpopulation carcérale*. Les 98 établissements pénitentiaires malgaches accueillent le double de leur capacité. Prévus pour environ 13.000 pensionnaires, ils en comptent quelque 21.000. *Les 2/3 de ces détenus sont des prévenus.* (D'après Midi du 20/06/05)

Justice : éviter l'emprisonnement systématique ! Dans le but de *réduire le nombre d'emprisonnements et de faire respecter les droits de l'Homme dans le mécanisme judiciaire*, juges, avocats, policiers et société civile se sont rencontrés autour du thème *« Justice pénale et droits de l'Homme »*. Ils étaient environ 70 acteurs de la Justice à discuter des éventuelles allégations de violation des droits humains et à chercher des solutions concrètes pour y remédier. En effet, nombreux sont les détenus qui ne sont pas passés en jugement, dépassé le délai normal requis. Les Malgaches ne sont pas pour le règlement à l'amiable, et requièrent le plus souvent une peine de prison. Ce qui a tendance à provoquer un emprisonnement systématique des accusés. Selon la ministre de la Justice, LALA RATSIHAROVALA, *il n'est pas à exclure d'aboutir prochainement à une réforme législative, en application des normes internationales ratifiées par le pays.* (D'après Midi du 29/06/05)

Grâces présidentielles : remise totale aux plus de 65 ans. A l'occasion de la célébration du 45ème anniversaire de l'Indépendance, la présidence a accordé des remises gracieuses de peine aux condamnés à des peines privatives de liberté. Pour ce faire, six conditions sont prévues, dont une remise totale aux personnes âgées de 65 ans ou plus condamnées aux travaux forcés à temps et ayant effectué plus de 15 ans de détention effective. Remise totale également aux plus de 70 ans, condamnés aux travaux forcés à perpétuité et ayant effectué 20 ans ou plus de détention effective. Sont toutefois *exclus ceux qui ont commis des détournements de deniers publics, des concussions, corruptions et infractions assimilées, des crimes ou délits contre les ouvrages publics ainsi que ceux qui ont perpétré des attentats aux mœurs.* (D'après Midi du 27/06/05)

Revendications des universitaires, crise dans l'armée

Le SECES rompt avec le pouvoir. Il officialise le *“retrait de sa caution à ce régime”*. En tant que *“leader d'opinion”*, le syndicat se permet de livrer ses impressions *“pour ne plus demeurer complice”* de la situation. Les enseignants-chercheurs fustigent le régime et son *“mode de gouvernement par la terreur”*. Ils *“dénoncent la dérive anti-démocratique, voire autocratique, caractéristique d'un Etat de non-droit”* du pouvoir. *« Une dérive qui prend de plus en plus des proportions inquiétantes»*. Au-delà de ces constatations, le SECES fait connaître d'autres *“nécessités”*, analogues à celles évoquées par l'opposition, telle la révision de la Constitution pour un *“meilleur équilibre des pouvoirs”*. Il en est également de l'élaboration d'un nouveau code électoral afin de *“garantir des élections démocratiques”*. Le Seces récuse toutefois le fait d'avoir un quelconque dessein politique partisan dans sa démarche. (D'après L'Express du 02/06/05)

Crise latente au sein de l'armée - réunions secrètes d'officiers généraux : l'addition de mécontentements a conduit une cinquantaine d'officiers généraux à monter en première ligne pour *“réfléchir sur les conditions de travail du corps”*. Leurs desideratas se rapportent aux conditions de travail et aux salaires des militaires et des gendarmes. Certains jugent également *“exagérées, eu égard à la loi qui régit les forces armées»*, les missions qu'on leur assigne et évoquent le *“déhonneur”* du corps à cause des tâches qui leur sont confiées. Des signes de la tension latente au sein des forces armées confirment le malaise. De là à trouver un lien entre le mouvement et les *“intentions de déstabilisations avant le 26 juin”*, il n'y a qu'un pas à franchir. (D'après L'Express du 17/06/05)

OLIVIER RAKOTOVAZAHA, ancien ministre des Transports et membre du bureau du MFM : *« Un coup d'Etat militaire peu probable »* Jusqu'à maintenant, il n'y a jamais eu de coup d'Etat militaire chez nous. Les événements de 72 avaient comme origine un soulèvement populaire, et ceux de 75 une mésentente au sein des forces armées. Il me paraît peu probable que les militaires puissent procéder à une telle action, surtout avant la fête de l'Indépendance, le 26 juin. (D'après Midi du 20/06/05)

ECONOMIE

Banque mondiale, FMI, OMC

Entretien WOLFOWITZ-RAVALOMANANA - La Banque mondiale soutient le dossier Madagascar. Au beau fixe. Ainsi peut-on qualifier les relations entre la Grande île et la Banque mondiale.

Le président MARC RAVALOMANANA s'est entretenu aux Etats-Unis avec PAUL WOLFOWITZ, président de cette institution financière, pour discuter du renforcement de la coopération avec les Institutions de Bretton Woods. Le chef de l'Etat malgache est le premier président reçu PAR PAUL WOLFOWITZ. Les Etats-Unis constituent le principal bailleur de fonds de cette banque, et le président Bush a été le premier à reconnaître le nouveau régime, le 26 juin 2002. *Un geste hautement significatif dans les relations entre les deux pays.* (D'après L'Express du 24/06/05)

Transport ferroviaire - La Banque mondiale insuffle une nouvelle énergie à Madarail par le biais d'une *“convention-cadre de mandat de maître d'ouvrage délégué”*. *“Il s'agit de confier à Madarail une somme allouée par la Banque mondiale, « afin qu'elle mette en œuvre un plan de*

redressement efficace pour les chemins de fer malgaches”, explique le ministre ROLAND RANDRIAMAMPIONONA. La Banque mondiale accorder aux chemins de fer malgaches une somme de 21 millions d’euros pour la relance des investissements dans le secteur des infrastructures, des ouvrages d’art, de la voie et du matériel roulant. Ce financement tombe à un moment critique de la vie économique de la société. Madarail accuse un découvert qui se chiffre à plusieurs milliards. Les problèmes de Madarail sont surtout liés à la précarité des infrastructures de base. (D’après L’Express du 30/06/05)

18 millions de dollars de la Banque mondiale pour le développement de la santé : le crédit de l’IDA (Association Internationale de Développement) d’un montant de 18 millions de dollars contribuant à l’amélioration de la situation sanitaire de la population à travers *des services de santé plus accessibles et de meilleure qualité* a été approuvé par le Conseil d’administration de la Banque mondiale. «*Le crédit apportera aux opérations du ministère de la Santé un important soutien financier et aidera à rattraper les effets de la crise politique de 2002 et des catastrophes naturelles*», déclare JEAN PIERRE MANSHANDE, chef de l’équipe du projet Santé de la Banque mondiale pour Madagascar. (D’après Les Nouvelles du 30/06/05)

Le dossier de Madagascar est approuvé en Conseil d’Administration. Le rapport de mission de la délégation du FMI, en visite à Madagascar, fin avril, a été approuvé par son Conseil d’Administration. *Un nouveau programme de coopération* entre la Grande Ile et le FMI serait en préparation après l’achèvement du programme de FRPC (Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance). Il serait destiné à *l’aide à la balance des paiements* afin d’améliorer les réserves en devises. (D’après Midi du 07/06/05)

Coordination de l’aide du Japon avec celle du FMI : une délégation du FMI conduite par le directeur général adjoint, ANN KRUEGER, est arrivée en terre malagasy. MARC RAVALOMANANA, accorde une grande importance à cette visite. La coordination de l’aide du Japon avec celle fournie par les institutions de Bretton Woods est au programme. En effet, le Japon constitue le deuxième contributeur de la Banque Mondiale. (D’après Midi du 07/06/05)

« **Des défis encore à relever pour Madagascar** » selon ANN O. KRUEGER, directrice générale adjointe du FMI, pour qui par rapport aux 30 dernières années, Madagascar connaît actuellement une *performance économique très impressionnante*. Parmi les défis à relever : un environnement macroéconomique stable accompagné d’une faible inflation pour atteindre le taux de croissance élevé dont Madagascar a besoin, la simplification du système fiscal et l’élimination des exonérations de taxes contribuant au renforcement de l’administration fiscale et douanière, l’application des mêmes règles du jeu à tous les acteurs économiques, l’investissement du secteur privé, le développement des exportations ainsi que la nécessité d’accroître la capacité pour absorber les flux d’aides accrus, le renforcement du contrôle des dépenses et la discipline budgétaire. Mais *la détermination de MARC RAVALOMANANA à relever ces défis a beaucoup impressionné*. *Le nouveau programme de Facilité pour la réduction de la pauvreté et de la croissance (FRPC) sera mis en place d’ici la fin de l’année*. Les recommandations issues du DSRP seraient à la base du prochain programme. (D’après L’Express et Midi du 08/06/05)

Plus d’uns s’interrogent quant à ces déclarations plutôt diplomatiques et qui *ne reflètent pas les réalités socio-économiques de Madagascar*. Aucun représentant-résident des bailleurs n’a pas eu le courage de dénoncer ouvertement l’incapacité de certains dirigeants à gérer convenablement l’argent alloué aux divers projets et programmes aux pays en développement. On se demande si les bailleurs de fonds ne sont que *des complices des gens du pouvoir* pour mieux appauvrir la population. Il est grand temps de revoir la politique

trop diplomatique de certains bailleurs de fonds et de voir les choses en face. (D'après Tribune du 10/06/05)

L'Afrique francophone s'affûte en vue de la 6ème conférence ministérielle de l'OMC. Antananarivo abrite le séminaire régional de l'OMC sur les questions en cours dans le cadre des négociations commerciales multilatérales. Des représentants des pays de l'Afrique francophone participent au séminaire, *afin de renforcer les capacités de négociation* de chacun, dans le cadre de la *6ème conférence ministérielle de l'OMC* en décembre, à Hong Kong. (D'après Les Nouvelles du 14/06/05)

Dettes extérieures, Coopération, bailleurs de fonds, groupe ACP

L'Italie efface la dette malgache. La coopération entre les deux pays sur le plan tant financier qu'humanitaire est très active. Dernièrement, un don de riz d'un million euros a été octroyé. L'Italie œuvre également dans la lutte contre les maladies infectieuses telles que le paludisme, la tuberculose et le sida, par le biais du programme "Global fund". Etat très attaché à la religion catholique, l'Italie a commencé à s'impliquer à Madagascar en 1947, par l'intermédiaire des missionnaires jésuites. Et c'est dans ce cadre qu'ils interviennent jusqu'à maintenant dans divers secteurs, à savoir l'éducation, la santé et, bien sûr, les activités pastorales. (D'après L'Express du 03/06/05)

L'Allemagne annule 29 millions d'euros de créances commerciales : conformément aux déclarations du chancelier GERHARD SCHRÖDER, les arriérés et échéances, qui selon le procès-verbal du Club de Paris, *ont obtenu une remise de 90%, seront annulés par l'Allemagne à 100%*. (D'après Les Nouvelles du 15/06/05)

RAJEMISON en Russie : dans le cadre du renforcement de la coopération inter-parlementaire entre Madagascar et la Russie, une délégation malgache conduite par le Président du Sénat, s'est rendue à Moscou. Au cours des entretiens, il a été mis en exergue la consolidation de la collaboration entre les 2 pays et principalement *les discussions ont été axées sur l'effacement de la dette malgache* envers la Russie qui, dans un premier temps, se fera au niveau de 97 millions de dollars pour aboutir à un effacement total de 100%. (D'après Tribune du 30/06/05)

La Suisse appuie le processus de décentralisation : la Confédération a de nouveau apporté sa contribution pour son appui au processus de décentralisation. 1,4 millions de francs suisses ont été mis à la disposition de ce département ministériel pour la période 2004-2006 en vue de mettre en place la stratégie nationale de développement régional et communal. Cet argent sera affecté au renforcement des capacités du ministère de la Décentralisation *d'accompagner efficacement les autorités régionales* (chefs et cadres des 22 régions) et communales (maires et agents des 1557 communes). La création de 3 centres de ressources interrégionaux et d'un guichet unique de fiscalité locale sont également en vue. Une manière de sensibiliser les contribuables à payer leurs impôts. Le Chargé d'affaires suisse à Madagascar a profité de cette occasion pour *inviter les autorités malgaches à procéder à l'élection des chefs des régions*, prévue par la Constitution. En effet, les chefs de région ont été nommés par décret contrairement aux dispositions légales. (D'après Tribune du 27/06/05)

L'Afrique mise sur la coopération économique sino-africaine : les pays africains comptent beaucoup sur la coopération économique sino-africaine et souhaitent voir un développement commun des deux parties, ont déclaré à Beijing des délégués africains lors du Séminaire

sino-africain sur les relations des partis au pouvoir dans le cadre de la mondialisation. Ce séminaire a rassemblé les partis au pouvoir de Chine, de Guinée, de Guinée équatoriale, du Rwanda, du Niger, du Cameroun, du Togo, des Seychelles, de **Madagascar** et de Djibouti. (D'après Xinhuanet du 22/06/05)

Aide d'appui budgétaire : valse des partenaires. Les partenaires financiers du développement de Madagascar *conjuguent leurs efforts pour enclencher une autre forme de coopération économique*. Ce cadre de partenariat avec la Banque Africaine de Développement, la Banque mondiale, la Commission Européenne, le FMI et la France consiste en une *assistance sous forme d'appui budgétaire direct* au profit de l'Etat. L'objectif est de réaliser une utilisation plus efficace de l'aide budgétaire extérieure par une approche commune. (D'après Tribune du 09/06/05)

La France équipe l'Assemblée nationale d'un parc informatique : c'est le résultat du *renforcement de la coopération entre les deux assemblées* suite à la visite du président JEAN LAHINIRIKO, à Paris. CATHERINE BOIVINEAU, ambassadeur de France à Madagascar, a souligné que ce don traduit le raffermissement des relations entre institutions française et malgache. Elle a transmis le message du Président de l'Assemblée nationale française, mentionnant la contribution de ce pays au *développement du parlement malgache pour la consolidation de la démocratie*. La partie française indique par ailleurs que le programme d'appui à l'assemblée nationale malgache qui expire en 2006, peut être poursuivi. (D'après L'Express et Les Nouvelles du 30/06/05)

L'assistance technique française décroît depuis dix ans : l'aide française fait de plus en plus appel aux capacités nationales. L'ambassadeur de France, CATHERINE BOIVINEAU, a que les crédits d'assistance technique décroissent. De 144 en 1998, *le nombre de postes ouverts n'est plus que de 72 en 2004*. "Ce chiffre devrait encore décroître", a poursuivi l'ambassadeur. L'assistance technique française est réduite aux zones où, selon CATHERINE BOIVINEAU, "elle est absolument indispensable, là où les compétences sont réellement insuffisantes". *La santé est l'un des secteurs où l'assistance technique demeure importante* (établissements hospitaliers, aide à la politique gouvernementale dans l'hôpital, le médicament, la santé maternelle et infantile, la lutte contre le VIH-Sida et l'urgence). (D'après Les Nouvelles du 23/06/05)

A l'approche du tirage 668 communes du Sud rêvent de jackpot européen : Toliara et Fianarantsoa ne jurent plus que par les *100 000 euros par commune* du programme Acords (Appuis aux Communes et Organisations Rurales pour le Développement du Sud). L'importance du pactole, 46,25 milliards d'Ar, crée une *véritable émulation* dans les 668 communes rurales de Toliara et Fianarantsoa concernées. Les débloques interviendront dès le mois de septembre. Les communes vibrent depuis quelques mois au rythme du programme Acords sur lequel elles fondent de grands espoirs en matière de développement (D'après Les Nouvelles du 29/06/05)

G8 Finances : accord sur l'annulation de 100% de la dette des pays pauvres : les pays du G8 ont conclu un accord sur l'annulation de *la dette multilatérale des pays pauvres très endettés*, qui va conduire "immédiatement" à l'effacement de 40 milliards de dollars de dettes pour 18 pays, a annoncé le ministre britannique des Finances GORDON BROWN. Cette annulation de la dette est "un moment historique", a assuré le secrétaire américain au Trésor JOHN SNOW. Il s'agit des *dettes envers la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAD) et le FMI*. Les 18 pays sont le Bénin, la Bolivie, le Burkina Faso, l'Ethiopie, le Ghana, le Guyana, le Honduras, **Madagascar**, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Nicaragua, le Niger, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie, l'Ouganda et la

Zambie. Dans les 12 à 18 prochains mois, 9 autres pays bénéficieront également d'une annulation de leur dette multilatérale, pour un montant supplémentaire de 11 milliards de dollars. Enfin, un groupe de 11 pays pourra bénéficier d'une annulation de 100% de leur dette, pour un montant de 4 milliards de dollars, une fois qu'ils auront atteint les critères nécessaires. Au total, l'accord porte sur l'annulation de 55 milliards de dettes, dont 6 milliards dus au FMI, 44 à la Banque mondiale et 5 à la BAD. (D'après AFP du 11/06/05)

L'initiative s'inscrit dans les efforts que ces grands pays déploient pour atteindre les objectifs du Millénaire fixés lors du sommet d'Ecosse en 2000. "Les pays éligibles sont membres de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE), qui se sont efforcés depuis plusieurs années d'obtenir la réduction de leurs dettes", explique GORDON BROWN, ministre des Finances britannique. Il est encore difficile d'estimer l'impact de cette décision pour Madagascar. Cependant, des informations font état, au titre de l'accord multilatéral, *d'un montant de près de 1,5 milliard dollars, après l'effacement de 0,7 milliard par le Club de Paris X (CPX)* dans le cadre de l'IPPTE. Les actionnaires de ces institutions devront approuver ces mesures lors d'assemblées générales en septembre. (D'après L'Express du 13/06/05)

En tout état de cause, si nos créanciers ont fait ce geste, c'est *qu'ils attendent quelque chose en retour*. En clair, les pays bénéficiaires doivent absolument appliquer une *politique économique strictement libérale*, autrement dit, ouvrir leur marché et leurs frontières, accepter la venue des investisseurs internationaux, *s'aligner politiquement*. Quand tout sera effacé, les dirigeants africains *reprendront de plus belle leurs mauvaises habitudes* (gabegies, dépenses folles, détournements de fonds publics...), sachant pertinemment que, dans cinq ou dix ans, les dettes ainsi accumulées seront de nouveau annulées. Merci Bush, merci Chirac !... (D'après La Gazette du 13/06/05)

Effacement de la dette décidé par le G8 : scepticisme du ministre ANDRIAMPARANY RADAVIDSON. La décision des pays les plus riches apporte plus de questions que de réponses pour le ministre qui attend de connaître les "dispositifs techniques", encore au stade de "discussion". Il soulève également la question des "mécanismes qui restent encore à déterminer". On ne sait pas encore *les conditions accompagnant la décision*". (D'après L'Express du 22/06/05)

G8 : déclarations des Académies la Science et la Technologie pour le développement de l'Afrique. Dans la perspective du Sommet du G8 qui doit se tenir du 6 au 8 juillet en Ecosse, les Académies des sciences des pays du G8 ont souhaité faire connaître par une déclaration commune la convergence de leurs points sur la Science et la Technologie pour le développement de l'Afrique *en partenariat le Réseau des Académies africaines* (Cameroun, Ghana, Kenya, Madagascar, Nigeria, Sénégal, Ouganda et Afrique du Sud). Elle considère notamment que « *les pays africains doivent être capables de développer, d'adapter et d'exploiter les solutions scientifiques et technologiques appropriées à leurs besoins* spécifiques. Sinon, ils risquent de devenir *toujours plus dépendants* des avis et de l'aide du monde développé. » (D'après Médiaterre du 13/06/05)

Les bailleurs de fonds condamnent les interventions discrétionnaires trop fréquentes de l'administration. Le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) a été mis à jour. Toutes les carences et lacunes rencontrées depuis sa mise en œuvre en 2003 ont été analysées. Depuis la mise en œuvre du DSRP en 2003, on s'accorde à reconnaître *que beaucoup de choses ont été réalisées*. Mais les choses auraient pu mieux avancer sans certains agissements des pouvoirs publics, qui ont été dénoncés par les bailleurs de fonds et

partenaires. Le directeur des opérations de la Banque mondiale a pointé du doigt les fréquentes "interventions" du pouvoir qui apportent trop "d'emmerdements" (sic). C'est sans doute, a-t-il avancé, l'une des raisons qui expliquent qu'on a l'impression que les investisseurs boudent Madagascar. De même, le représentant du FMI a recommandé la réduction des interventions discrétionnaires de l'administration qu'il juge trop nombreuses. (D'après Les Nouvelles du 04/06/05)

Madagascar à la tête du groupe ACP : à partir du mois d'août, elle assurera la *présidence tournante du groupe ACP* au niveau du conseil des ministres et au niveau du comité des ambassadeurs. *Le groupe réunit actuellement 79 Etats*. La majorité est issue de l'Afrique subsaharienne, mais aussi des Caraïbes. Les ACP représentent plus de 40% des membres des Nations unies, mais *ils sont les plus menacés par la mondialisation*. D'où leur volonté de nouer d'autres liens de coopération, dans le cadre, par exemple, du G90 qu'ils forment avec l'Union africaine et l'ensemble des PMA (Pays les moins avancés). (D'après L'Express du 07/06/05)

Autosuffisance en riz, PPN

Vers une flambée précoce des prix du riz : étonnés et inquiets, les professionnels de la filière le sont face à la situation actuelle en matière de collecte. « *A peine la campagne a-t-elle débuté que le prix du paddy au producteur est déjà compris entre 440 et 460 Ar* » révèle un opérateur qui craint une campagne où l'on assistera à une flambée précoce des prix du riz aux consommateurs. En l'espace de 2 ans, on est passé du simple au double. Favorable aux paysans qui verront du coup une augmentation de leurs revenus, *cette hausse des prix du paddy pénalisera énormément les consommateurs urbains*. (D'après Midi du 09/06/05)

Le gouvernement se prépare à faire face à la période de soudure : la vigilance est de rigueur. Le gouvernement procède à l'heure actuelle à l'évaluation de la récolte de riz pour cette année. Un atelier de réflexion se tiendra prochainement pour *définir les besoins en importation*. Cet atelier sera à la base des actions pour *anticiper* l'arrivée de la période de soudure et *anticiper sur les difficultés* rencontrées l'an passé. (D'après L'Express du 10/06/05)

Hausse inattendue du prix du riz importé (indien et thaïlandais). En effet, il est passé de 700 Ar le kilo - un prix que le gouvernement avait promis de maintenir quoi qu'il arrive - à 900 Ar... Une augmentation qui a surpris plus d'un. On croit savoir qu'une telle hausse a été nécessaire car, pressé par la Banque mondiale, l'Etat a été obligé de taxer les nouvelles importations. (D'après La Gazette du 28/06/05)

La hausse des prix se généralise : l'heure est grave. Les produits de première nécessité sont les premiers à être touchés par cette augmentation. Le coût du sucre, du riz, de l'huile, de l'œuf et même le charbon de bois sont autant de produits atteints par cette augmentation. La surprise a fait place à la résignation dans la population, qui attend avec anxiété la hausse annoncée des prix du pétrole début juillet. (D'après L'Express du 29/06/05)

La distribution de riz aux défavorisés se poursuit dans la capitale, à quelques jours de la célébration de la fête de l'Indépendance: «*Un kilo de riz par famille à l'initiative du ministère de la Population.*» (D'après L'Express du 22/06/05)

Crise de l'énergie (Jirama)

La Banque mondiale alloue 5 millions de dollars à la Jirama : les appels de détresse ont finalement été entendus par certains bailleurs de fonds.... Le geste salvateur de la Banque mondiale intervient au lendemain de la décision de la compagnie de procéder à une hausse tarifaire de 25 à 40% pour l'électricité et de 15% pour l'eau au mois de juillet. « *La prochaine étape sera de négocier avec les banques et les créanciers* », estime le ministre de l'Energie et des MINES DONAT ANDRIAMAHEFAMPARANY. (D'après *Les Nouvelles* du 13/06/05)

L'Union européenne favorable à la révision des tarifs de l'électricité : « *Le réajustement des tarifs pourrait être une solution au problème financier actuel de la Jirama* ». Le chef de la délégation de la Commission européenne, JEAN CLAUDE BOIDIN, a clairement donné son opinion sur la situation de la compagnie : « *La société doit trouver une source de revenus pouvant subvenir aux besoins vitaux de la consommation* », a fait remarquer l'ambassadeur. Selon les techniciens de la Jirama, une augmentation de l'ordre de 10 à 12 % ne fera qu'assainir la trésorerie de la société. (D'après *L'Express* du 02/06/05)

Privatiser l'eau et l'électricité est un handicap pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) estiment des personnalités politiques et ONG, lors d'une conférence organisée par la municipalité de Rome et Inter Press service, et focalisée sur les efforts de l'Europe pour aider l'Afrique à réaliser les OMD. Cette *privatisation fait surtout l'affaire des compagnies multinationales européennes*, mais elle rend plus difficiles les conditions de vie des populations qui continuent de souffrir des pénuries d'eau et des délestages La responsabilité des faillites de ces 2 secteurs - stratégiques pour le développement humain – est imputable aux dirigeants africains qui se plient aux *diktats de la Banque mondiale et du FMI*, qui leur imposent de se débarrasser des secteurs de l'eau et de l'électricité qui sont pourtant des instruments de souveraineté nationale. *L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est considéré comme un droit fondamental de l'être humain*, selon le Comité des Nations Unies pour les droits économiques et sociaux. Cette reconnaissance fait suite à la déclaration du millénaire, adoptée par les Nations Unies, en 2000, qui fixe pour objectif de réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable et à l'assainissement. (D'après *Allafrica.com* du 02/06/05)

Le FMI et la vérité des prix : il est indéniable que l'Etat malgache doit tenir compte des directives du FMI avant de décider de la nouvelle tarification. Face à une *éventuelle recommandation du FMI d'appliquer la vérité des prix*, les consommateurs sont sur le qui-vive car les rumeurs annoncent une augmentation étalée dans le temps pouvant atteindre 150 voire 200%. Dans ce cas, *l'électrification rurale pourrait rester dans le domaine de l'utopie* tandis que les citoyens verraient s'envoler leur aspiration à une vie meilleure à cause d'une inflation galopante réactivée. (D'après *Tribune* du 08/06/05)

Des observateurs avancent que la situation très critique de la Jirama n'est pas seulement à mettre sur le dos de l'ancien régime et de la gestion toute récente de l'entreprise allemande Lahmeyer. Des sources auprès de l'entreprise commencent à révéler *les menées indécrites de quelques anciens hauts responsables de la société*. Une enquête serait en cours. Le gouffre dans lequel se trouve actuellement la Jirama est aussi *en grande partie du à la défaillance de l'Etat, tenu pour responsable d'environ 20 milliards Ar d'impayés*. Que l'Etat s'en lave aussi ouvertement les mains s'avère ainsi tout à fait incompréhensible. (D'après *Matera et Les Nouvelles* du 08/06/05)

Tous coupables : c'est la Jirama qu'on assassine, depuis des décennies, sans aucun sentiment de culpabilité et par égoïsme exacerbé à travers les municipalités, hôtel de ville, services déconcentrés, services provinciaux, bureaux... éclairés par enchantement, sans

couvrir leurs arriérés de factures, au nom du service public ; les universitaires et élèves en internat cuisinant allègrement à la plaque électrique gratuitement, prix à payer pour la future élite ; cadres et salariés de la Jirama qui revendent énergie, matériel, carburant, compteur trafiqué aux bons citoyens ; consommateurs, pères de famille fraudeurs dont les climatiseurs tournent 24h sur 24h, tant ce confort à la facture allégée est appréciable ; citoyens des quartiers populaires éclairés gratuitement et dont la fontaine d'eau publique coule à flot... *Bravo Gasy pillleurs, on a gagné, la Jirama providence se meurt*, agonise, tire sa révérence, des milliards de dette à payer... Game over. (D'après Les Nouvelles du 14/06/05)

Le délestage profite aux bandits dans le nord-ouest de Madagascar : la privation d'électricité qui se poursuit depuis 50 jours nuit au quotidien des habitants de Mahajanga, chef-lieu de province. La situation risque de se généraliser dans les jours à venir et les autorités locales doivent prendre des mesures sévères à l'approche de la fête nationale du 26 juin. Les habitants se plaignent du retour des détresseurs pourtant rares dans cette ville. (D'après Xinhuanet du 08/06/05)

Le secteur touristique est atteint de plein fouet par la politique de délestage appliquée depuis quelques mois. Dans l'île de Nosy Be, les opérateurs touristiques évoquent des pertes incalculables. Car pour pallier à ce problème et satisfaire leurs clients, les hôteliers et les restaurateurs sont obligés de recourir à des groupes électrogènes. (D'après Tribune du 16/06/05)

Ce sont les couches vulnérables qui souffrent le plus des conséquences des délestages ; sont particulièrement touchés les hôpitaux qui ne disposent pas de groupes électrogènes, les pharmacies et les dépôts de médicaments qui doivent conserver des produits à basse température. La filière halieutique est également très affectée. (D'après L'Express du 16/06/05)

Des usines menacées de chômage technique : les délestages continuent de faire leur lot de victimes et minent petit à petit l'économie. *La situation est devenue ingérable*. La tendance est de plus en plus vers le chômage technique pour les entreprises. (D'après Midi du 17/06/05)

Les entreprises se meurent, la Jirama piétine. Quand prendra fin le délestage ? C'est la question que se posent les opérateurs qui n'aspirent qu'à sauver leurs entreprises de l'asphyxie totale. Les entreprises sont actuellement massacrées par les délestages de plus en plus fréquents, de plus en plus longs, et ingérables dans la mesure où la Jirama ne veut pas communiquer au préalable son programme afin de permettre aux entreprises de gérer l'utilisation de leur personnel. (D'après Midi du 21/06/05)

Lahmayer International décide une hausse de 25% à 40% des tarifs de l'électricité à compter du 1^{er} juillet. Cependant, pour tenir compte des abonnés à faible revenus, la tranche sociale passe de 20 à 25 KWh et ne fera pas l'objet d'une augmentation des tarifs. 80% des abonnés pourront donc bénéficier de cette non application de la hausse des prix. Concernant les *délestages massifs*, ils ne prendront fin que lorsque les négociations avec les sociétés pétrolières et avec les bailleurs de fonds auront abouti. Elles ne dureront plus que quelques semaines car des discussions sont en cours avec des firmes internationales pour livrer du carburant au moins pendant un à deux ans. (D'après Midi et Tribune du 10/06/05)

La Jirama annonce l'obtention d'un fonds d'urgence supplémentaire de 5 millions dollars de la Banque mondiale. C'est le résultat de la hausse des tarifs décidée par la société et qui a servi de garantie à ses partenaires. La procédure de déblocage de ce fonds doit prendre plus de deux mois. *"On ne sait encore si cette somme sera utilisée uniquement à l'achat de carburants ou*

*si une partie va aussi servir à effectuer de nouveaux branchements". Des négociations sont en cours avec les fournisseurs pour des livraisons régulières de carburant vers le début du mois de juillet. En attendant, **les délestages causés par l'insuffisance de carburant sont en train de ravager l'économie du pays.** (D'après L'Express du 22/06/05)*

Le ministre de l'Economie, des finances et du budget, BENJAMIN ANDRIAMPARANY RADAVIDSON annonce : *«Les délestages feront partie du passé après les fêtes sur tout le territoire national, **une solution a été trouvée**». Une lettre de crédit a été ouverte par la Banque centrale – à titre d'engagement bancaire – pour des contrats d'importation de carburant. La solution est donc venue de l'Etat qui a finalement mis la main à la pâte. Les carburants importés pourront alimenter les centrales en carburant **sur une période de 2 mois**. Un laps de temps qui permettra d'attendre avec sérénité l'entrée en vigueur des 5 millions de dollars de la Banque mondiale.* (D'après Les Nouvelles du 22/06/05)

Un plan B pour parer au plus pressé ? Des cadres proches de la Présidence envisagent de tirer parti de l'augmentation de la capacité d'endettement de l'île (née des effacements récents) pour **emprunter auprès de firmes privées** afin de pourvoir la Jirama. Ensuite remettre la gestion de la Jirama à une société spécialisée dans l'exploitation de l'eau et de l'électricité (comme EDF ou Hydro Québec) et non à une entreprise de consulting comme Lahmeyer, dont le départ serait demandé. (D'après La Gazette du 23/06/05)

La Jirama joue son avenir - réunion décisive avec les créanciers : le ministre de l'Energie et des mines DONAT ANDRIAMAHEFAPARANY, a soufflé un vent d'optimisme devant les parlementaires en leur faisant part de la tenue de la conférence des créanciers de la Jirama dans les jours à venir. Techniquement, cette nouvelle traduit un **regain de confiance des partenaires financiers** de la Jirama dont entre autres, les fournisseurs de carburant et les principaux bailleurs de fonds. (D'après L'Express du 24/06/05)

Le ministre de l'Energie et des Mines, DONAT OLIVIER ANDRIAMAHEFAPARANY indique que **sur les 7800 MW de potentiel hydroélectrique, seuls 115 MW sont exploités**. Un appel sera lancé aux **investisseurs privés** pour la construction des centrales hydrauliques. (D'après Midi du 13/06/05)

Intégration régionale (COI, SADC)

Les pays membres de la COI renforcent leur coopération en matière de sécurité civile : La réunion qui s'est déroulée du 25 au 28 mai à Maurice a défini un programme d'actions visant à améliorer les capacités de réponse régionales en cas de sinistres. (D'après Les Nouvelles du 17/06/05)

Confirmation du sommet de la COI du 22 juillet 2005 à Antananarivo : la rencontre se tiendrait en présence de tous les chefs d'Etat des pays membres, dont notamment le président JACQUES CHIRAC. **Le VIH/sida** figurera parmi les thèmes à débattre entre chefs d'Etat, étant donné l'importance de ce sujet dans les enjeux actuels, non seulement dans l'océan Indien mais surtout à Madagascar. Par ailleurs, le thème **"l'environnement comme un patrimoine commun"** sera débattu. L'environnement est un thème central pour Madagascar et les pays riverains de l'océan Indien. Lors de la conférence internationale sur la biodiversité organisée en février par l'UNESCO à Paris, le président a indiqué que **"Madagascar est riche de sa biodiversité"**. Il a voulu surtout attirer l'attention sur la nécessité de sauvegarder, de protéger et de valoriser les écosystèmes que génère cette biodiversité si riche. D'autres

organisations internationales seront également représentées, comme l'ONU, le COMESA ainsi que l'Union européenne. (D'après Xinhuanet du 19/06/05)

Le sommet du 22 juillet revêt une importance capitale pour la survie même de la COI. Car après 2 décennies d'existence, elle peine à naviguer. Le sommet de Madagascar se doit de mener à terme « *la réflexion stratégique sur la coopération régionale* » si elle ne veut pas tout bonnement disparaître... Incapable jusqu'ici d'accroître de manière significative les échanges commerciaux entre les 5 Etats - membres, la COI a fait l'objet d'un livre blanc définissant le rôle qu'elle est appelée à jouer jusqu'en 2008. La nécessité de « *s'adapter aux exigences d'aujourd'hui* », sera une nouvelle fois débattue. « *Les évolutions internes - des préoccupations nationales très différentes - et externes - la mondialisation, de nouvelles règles commerciales et l'apparition de nouveaux groupes régionaux - ont sensiblement modifié les enjeux de la coopération régionale. La COI est donc confrontée aux multiples défis de trouver des réponses à des phénomènes nombreux et complexes* », explique l'ancien secrétaire général de la COI. (D'après L'Express de Maurice du 19/06/25)

Début des premiers exercices militaires des pays d'Afrique australe (SADC) : les premiers exercices impliquant 3 300 soldats de 12 pays d'Afrique australe ont débuté dans le nord du Botswana. Les troupes d'Afrique du Sud, d'Angola, du Botswana, du Lesotho, de Madagascar, du Malawi, du Mozambique, de Namibie, du Swaziland, de Tanzanie, de Zambie et du Zimbabwe prennent part à ces exercices qui visent à préparer une force de réaction rapide régionale pour intervenir dans des points chauds de la région et également au-delà des frontières de la région sous mandat des Nations unies et de l'Union africaine. (D'après Radio Chine Internationale du 24/06/05)

L'adhésion finale à la SADC se profile : dans un peu plus d'un mois va se tenir le Sommet des chefs d'Etats membres du SADC à Gaborone (Botswana). C'est à cette occasion, en principe, que Madagascar sera déclaré "*membre à part entière*" de cette organisation régionale. Face à cette échéance, les séances d'information sur les enjeux de l'intégration régionale se multiplient. (D'après Les Nouvelles du 28/06/05)

Zones franches, investissements étrangers, privatisations

Zones franches

Les délestages de la Jirama accablent les entreprises franches : Les coupures d'électricité induisent des pertes inestimables et difficilement récupérables sur le plan technique et sur le plan humain. La perte de la confiance des clients ainsi que la baisse probable des prix à l'exportation sont fortement à craindre du fait de la perte de production engendrée par les délestages. 120 000 employés travaillent dans les zones franches, pour la plupart dans le secteur textile et de l'habillement. (D'après Xinhuanet du 03/06/05)

Code des investissements, mises en concession, privatisations

Le privé voulait un Code des investissements le gouvernement a conçu une Charte : Madagascar va bientôt se doter d'une charte de l'investissement, un document générique permettant une plus grande lisibilité et davantage de stabilité et d'équité pour l'environnement réglementaire des investissements. Il s'agit d'un outil d'aide à la décision aux investisseurs potentiels, nationaux ou étrangers. *Mais cette charte ne comporte aucune*

disposition nouvelle, notamment en matière fiscale. Grande est la *déception de certains opérateurs* qui s'attendaient à un code des investissements d'un nouveau genre. Ils avaient encore, en effet, à l'esprit les avantages offerts par la dernière version du code, entre autres, les diverses exonérations, réductions et exemptions d'impôts octroyées pendant une période de grâce aux entreprises nouvellement créées, indépendamment de la nationalité des promoteurs. *Le cadre juridique et fiscal actuel à Madagascar n'est pas encore assez attractif pour les investisseurs étrangers malgré la faiblesse du coût de la main d'œuvre.* (D'après *Les Nouvelles et La Gazette* du 01/06/05)

Désengagement de l'Etat : 130 établissements publics concernés. La première campagne de privatisation a été lancée en 1988. L'actuel programme est le second à être appliqué. Démarré en 1996, ce n'est que fin 1997, année de création du Ministère du Développement du Secteur Privé et de la Privatisation, que le programme a été réellement opérationnel. En totalité, le programme porte sur plus de 130 entreprises et établissements publics, dont la mise en œuvre est prévue sur 5 ans. *Le financement de ce programme est assuré par la Banque mondiale.* Sur les 130 entreprises et établissements publics, *47 figurent dans la liste de programme en cours.* (D'après *Tribune* du 21/06/05)

Transport maritime : le terminal à conteneurs de Toamasina aux Philippines. Pour une durée de 20 ans, le Terminal sera géré par une société philippine qui occupe le 6ème rang mondial dans l'exploitation des conteneurs. Elle va injecter 20 millions d'euros afin d'améliorer la compétitivité du premier port de Madagascar. L'Etat devra se contenter de jouer le rôle d'autorité portuaire et laisser aux privés l'exploitation et la gestion des infrastructures. *Ce désengagement de l'Etat a été voulu par la Banque mondiale.* (D'après *Matera* du 17/06/05)

Commerce extérieur, compétitivité, investissements, monnaie, divers

Participation de Madagascar à l'exposition universelle Tokyo 2005 : 150 investisseurs japonais ont assisté au séminaire sur les opportunités économiques à Madagascar, dirigé par le Président MARC RAVALOMANANA qui a notamment mis l'accent sur la mise en place d'un climat propice, la stabilité politique, les réformes judiciaires, les réformes douanières et fiscales. Il a fait savoir à l'assistance que le statut géographique dont dispose Madagascar permettrait aux investisseurs de *favoriser les échanges commerciaux entre l'Afrique et l'Asie.* (D'après *Midi* du 02/06/05)

Produits agricoles malgaches : une offensive de marketing à l'île Maurice. Suite à l'ouverture du marché mauricien aux produits agricoles malgaches, à commencer par les pommes de terre *Spunta*, Madagascar va lancer une offensive de marketing pour les autres produits agricoles afin de conquérir le marché mauricien. *" Pourquoi l'île Maurice importe ses besoins en fruits et légumes de loin alors que Madagascar est un potentiel grenier en ces produits ? "* (D'après *Tribune* du 03/06/05)

La grande escroquerie sur l'importation de 935 vaches laitières Holstein. Aucune stratégie précise n'est connue sur l'amélioration génétique à partir de ces animaux, tandis que *le gros du lot vient d'être raflé par deux sociétés privées dont le groupe Tiko.* On vient d'apprendre que 400 des 935 vaches importées de Nouvelle-Zélande viennent d'être acquises par le groupe Tiko. Ce qui n'est pas étonnant quand on sait que l'unité atteint facilement les 4

millions d'Ar. Le petit éleveur n'a pas ces moyens. Il y a quelques semaines lors de la moisson du riz de la « vitrine de Madagascar », le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche a annoncé qu'il allait faciliter l'acquisition de ces vaches pour les groupements d'éleveurs. En fin de compte, il ne restera plus grand-chose pour ces derniers. En effet, un autre lot de 400 vaches est acquis par une société encore en gestation composée d'opérateurs malgaches, australiens et néo-zélandais. (D'après La Gazette du 25/06/05)

Le Medef-Réunion en mission de prospection économique : une délégation du Medef-Réunion de 45 personnes effectue une mission de 3 jours à Madagascar, à l'invitation du président MARC RAVALOMANANA. C'est la première fois que la section réunionnaise du Medef effectue en son nom propre une mission de prospection à Madagascar. (D'après Les Nouvelles du 07/06/05)

La délégation s'est rendue dans la région de Vakinankaratra pour concrétiser la politique économique de partenariat public-privé. Il est prévu la mise à disposition de terrains pour les investisseurs réunionnais afin qu'ils puissent *réaliser une grande exploitation maraîchère pour approvisionner le marché de La Réunion*. Le président du Medef-Réunion, FRANÇOIS CAILLE, souligne que *“les conditions sont réunies pour que Madagascar franchisse une étape décisive dans son développement”*. Il poursuit qu' *“il existe un appel fort de la part des Malgaches pour que les Réunionnais les aident”*. (D'après L'Express du 10/06/05)

La Chine, un partenaire à séduire : «L'Europe et les Etats-Unis ont désormais une peur bleue de la Chine depuis l'explosion des exportations chinoises de textile », note un opérateur malgache. Et pourquoi ne pas en profiter pour en faire un des partenaires principaux de notre pays. La Chine présente d'autres opportunités que le textile, secteur trop volatile. « *Les investisseurs chinois pourraient faire de la Grande Ile une plate-forme de délocalisation et de réexportation vers des marchés plus importants* ». La main d'œuvre malgache est encore compétitive par rapport à celle de la Chine. La Chine a une avancée technologique considérable dans plusieurs domaines, ses technologies reviennent moins chères que celles des pays occidentaux. (D'après La Gazette du 13/06/05)

Investissements -La stabilité de l'ariary rassure les opérateurs : l'ariary prend de la valeur. Depuis le mois de janvier, la fluctuation de l'ariary est à peine perceptible. Contre une dépréciation de 6,6 % en février 2004, elle est de 1,4 cette année. En avril 2004, la monnaie avait enregistré une baisse de valeur de 18 %, contre 0,3 % seulement cette année. *La monnaie présente une plus grande visibilité dans les échanges et facilite ainsi les prévisions*. Situation qui ne manque pas de dynamiser les investissements. La stabilité de la monnaie donne une image plus reluisante de l'environnement macroéconomique malgache. La tendance tend néanmoins vers la dévaluation de l'ariary. Même minime, le glissement est réel. Depuis un certain temps, la monnaie malgache perd environ 10 points par jour face à l'euro et au billet vert. (D'après L'Express du 13/06/05)

Baisse de consommation de carburants en 2005 : la consommation en essence tourisme au cours du 1er trimestre 2005 à *diminué de 16% par rapport à 2004*. La hausse incessante du prix du carburant en est la cause, ainsi que l'affaiblissement du pouvoir d'achat. La consommation en gazole a également diminué. (D'après Xinhuanet du 14/06/05)

Le système bancaire malgache est sous-développé : 2 % de la population dispose d'un compte en banque et 75 % des crédits sont à court terme. Ces taux sont très faibles si on les compare à ceux d'autres pays. (D'après Tribune du 03/06/05)

La situation macro-économique vue par l'ambassade de France : JEAN FRANÇOIS BIJON, Chef de la Mission Economique voit à Madagascar « *un environnement économique qui bouge* » et parle « *d'un monde rural qui bénéficie d'un espoir nouveau à défaut d'une prospérité immédiate* ». « *Le programme de reconstruction d'infrastructures abandonnées pendant trois décennies se poursuit* ». L'autre point positif relevé se situe au niveau de l'amélioration de la *modernisation des administrations* qui ont concouru considérablement à l'augmentation du taux de croissance économique. C'est l'environnement des affaires qui n'est pas encore dans sa meilleure forme. « *Les opportunités d'affaires sont réelles grâce à la croissance, mais les risques sont élevés – qu'il s'agisse des risques liés à la conjoncture financière, à la baisse du pouvoir d'achat urbain, à un environnement juridique instable ou à des manifestations d'ostracisme pour une raison quelconque*», (D'après Midi du 15/06/05)

MENACES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA BIODIVERSITE

Trafic illicite de bois précieux : suspension de toutes opérations. Le ministre de l'Environnement et des Eaux et Forêts fait savoir que toutes les opérations sur les bois précieux, de la coupe à l'exportation, en passant par la collecte et le transport sont suspendus sur tout le territoire. Cette décision fait suite à une opération d'investigation menée dans la région de Sava. 13 personnes ont été mises sous mandat de dépôt. 3 sont des grands collecteurs agréés, 6 des grands intermédiaires, 4 des bucherons et transporteurs. En outre, 106 procès verbaux sont en cours. *Selon le ministre, des centaines de personnes auraient pu être arrêtées dans cette affaire* de trafic illicite de bois précieux. (D'après Tribune du 01/06/05)

Madagascar consomme 24 millions de tonnes de bois par an pour cuire les aliments : 96 à 97% de la population utilise encore ce type d'énergie pour leurs travaux domestiques liés notamment à la cuisine. Ainsi, une famille de 5 à 6 personnes consomme de 700 à 800 kg de charbon de bois par an. Les autorités appellent les habitants à utiliser le gaz et l'énergie solaire pour économiser le bois et *mettre un frein à la déforestation catastrophique de la grande Ile*. Mais le coût élevé entrave la vulgarisation de ces deux méthodes. La consommation de gaz à Madagascar est évaluée à 300 grammes par habitant par an ce qui est très faible par rapport à d'autres pays d'Afrique subsaharienne qui atteignent les 13 kg par habitant par an. (D'après Xinhuanet du 07/06/05)

3.745.128 ha d'aires protégées restent à créer pour atteindre la vision de Durban : l'augmentation de la surface d'aires protégées à 6 millions d'ha constitue le défi à relever annoncé par le Président lors du Sommet du Durban. Des efforts sont déployés par les autorités et les organismes partenaires afin d'atteindre cet objectif. Depuis la mise en œuvre du PE3, la superficie totale des aires protégées est de 2.254.872 ha, dont 566.284 sont à créer et 1.688.588 déjà existants. *Les actions de reboisement* constituent également un moyen efficace pour améliorer la couverture forestière du pays. *La situation tend à s'améliorer*, la surface créée allant de 318 hectares en 2001-2002 à 4.036 hectares en 2003-2004. *La vision du Chef de l'Etat n'est pas loin d'être réalisée* pour atteindre l'objectif qu'est « *la vision...naturellement* ». (D'après Les Nouvelles du 08/06/05)

Marc Ravalomanana : encore un trophée à l'étranger : il a reçu le premier prix de leadership de Corporate Council on Africa. Le Président malgache a été choisi par les membres de cette organisation, à cause du film "Madagascar in vision" qui marque la volonté et l'engagement manifestes du pays dans *la lutte contre la déforestation et la défense de l'environnement*. Cette organisation à but non lucratif a été créée en 1992 et regroupe 150 entreprises américaines. Elle a comme principal but de renforcer les relations commerciales entre les

USA et le continent africain. Coïncidence ou hasard protocolaire, mais *Exxon Mobil* représenté par celui qui a remis le prix n'est autre que la société américaine qui vient d'avoir *une autorisation de prospection et d'exploitation pétrolière à Madagascar*. (D'après *La Gazette* du 23/06/05)

Ratification de la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POPs) : les députés et les sénateurs ont approuvé à l'unanimité le projet de loi autorisant la ratification de cette convention qui couvre 12 substances, dont 9 sont des pesticides, le plus connu étant le DDT. *Sa ratification démontre la disposition du gouvernement à respecter ses engagements dans la préservation de l'environnement*. (D'après *L'Express* du 24/06/05)

L'avancée de la désertification dans le Sud inquiète : l'écosystème du Sud risque de changer à cause de la désertification. Le phénomène de désertification n'épargne pas Madagascar. C'est pourquoi, la Grande île a ratifié la *Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification* le 4 septembre 1996. *"A l'heure actuelle, la situation dans le Sud ne cesse de s'aggraver"*, explique HERIVOLOLONA RALALARIMANANA responsable de la mise en œuvre de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification auprès du ministère de l'Environnement, des eaux et forêts. L'avancée des dunes de sable sur le littoral a des conséquences graves sur les ressources en terre et en eau, elle est très alarmante dans les communes côtières. Le gouvernement malgache doit mettre en œuvre ses obligations vis-à-vis de la Convention internationale sur la lutte contre la désertification", affirme HERIVOLOLONA RALALARIMANANA. (D'après *L'Express* du 20/06/05)

SANTE PUBLIQUE, PAUVRETE, FLEAUX & CALAMITES

Elaboration une politique nationale contre la filariose : provoquée par une piqûre de moustique, elle engendre un lourd handicap sur les sujets atteints. Lésions dermo-hypodermiques, éléphantiasis, sont autant de conséquences de cette maladie fréquente dans les zones tropicales et subtropicales. A Madagascar, les personnes qui résident dans les endroits classés "zone rouge" sont pourvues d'un comprimé à consommer une fois par an pendant 5 ans. Plus d'une centaine de personnes en sont atteintes à Madagascar. Un milliard de personnes dans le monde sont exposées au risque d'infection dans 83 pays. 120 millions d'habitants sont infectés, 80 millions porteurs du parasite. (D'après *Xinhuanet* du 11/06/05)

Santé pour tous - Soins gratuits aux personnes vulnérables : "cette mesure s'inscrit dans la politique générale 2005, qui vise à faciliter l'accès des pauvres aux services de santé de base et d'alléger les coûts des soins de ces personnes souvent vulnérables en matière de santé", relève MARC RAVALOMANANA. Ceci, pour concrétiser le leitmotiv "Santé pour tous". Ce programme est mis en œuvre *en partenariat avec l'UNICEF et le PNUD. Des cartes spéciales seront distribuées aux plus démunis*. L'objectif étant de leur permettre de jouir réellement des soins gratuits auprès des centres de santé. *"Un à cinq millions de personnes réparties sur le territoire national vont bénéficier de cette gratuité des soins"*, souligne le Dr JEAN-LOUIS ROBINSON, ministre de la Santé et du planning familial. Ce département ministériel travaille en étroite collaboration avec les chefs quartier, les présidents de fokontany et les maires pour mener à bien cette nouvelle politique. Les responsables de ces collectivités ont la tâche de recenser les personnes défavorisées qui vivent dans leur circonscription. (D'après *L'Express* du 27/06/05)

Santé de la reproduction - la planification familiale renforcée : miser sur la planification familiale pour réduire les mortalités infantile et maternelle. Ambitieuse, la nouvelle stratégie

de planification familiale l'est. Elle consiste à *augmenter la prévalence contraceptive de 18 à 28 %* d'ici 2009. L'objectif étant de *réduire le taux de mortalité maternelle* liée à la naissance *et le taux de mortalité infantile*, respectivement de 498 pour 100 000 naissances vivantes et de 159 pour 1 000 naissances vivantes. Cette nouvelle stratégie comporte trois volets: accroître la demande en planification familiale (PF), améliorer l'offre de services, créer un environnement favorable à la PF aussi bien sur le plan social que politique. Dans ce cadre, l'accent est mis sur l'augmentation du taux de couverture contraceptive, sans oublier la lutte contre le sida. (D'après L'Express du 29/06/05)

Madagascar parmi les 20 premiers pays signataires de la Convention-cadre pour la lutte antitabac signée en septembre 2004 à New-York, en présence du Président MARC RAVALOMANANA. Cette année la journée antitabac malgache a été axée sur *l'exemple que doivent donner les professionnels de la santé*. L'arrêté du 22 octobre 2003 est déjà appliqué, portant sur l'interdiction de fumer dans tous les établissements publics. Pour le cas de Madagascar, des jeunes commencent à fumer dès l'âge 11 ans et 80% de la population rurale consomme du tabac à chiquer dont en majorité les femmes. (D'après Les Nouvelles du 01/06/05)

Saisie de 120 kg de cannabis : la police malgache a saisi 120 kg de cannabis sur l'île touristique de Nosy-Be. Cette drogue, en partance pour les Comores, provenait d'une *région réputée pour cette culture clandestine*. (D'après Xinhuanet du 14/06/05)

Urgence nutritionnelle : les analystes suspectent une famine silencieuse. Interpellés par le chef du gouvernement face à la situation qui prévaut depuis quelques mois, les partenaires de Madagascar se sont mobilisés. En effet, les analystes auraient suspecté une famine silencieuse en particulier chez les *ménages les plus défavorisés des zones urbaines*. Le bulletin d'information du projet Seecaline indique qu'une *intervention d'urgence nutritionnelle* visant 60% des enfants malnutris des ménages les plus pauvres a été mise en œuvre il y a quelques mois dans 18 districts. Le financement est assuré conjointement par la Banque mondiale, le Programme Alimentaire Mondiale et l'UNICEF. (D'après La Gazette du 08/06/05)

La malnutrition provoquerait une perte de 870 millions de dollars en 10 ans : la malnutrition est devenue une *préoccupation majeure du gouvernement* vu la gravité de la situation. Le taux de malnutrition chronique, pourtant l'un des plus hauts en Afrique subsaharienne dont Madagascar, est d'environ 45%. Ce phénomène *touche un enfant sur 2* à Madagascar, engendrant un retard de croissance physique et intellectuelle parfois irréversible, et amoindrissant la résistance aux maladies. L'anémie des femmes actives coûterait 120 millions de dollars au pays durant cette décennie. Pire encore, l'ensemble des différentes facettes de la malnutrition provoquerait une perte d'une valeur de 870 millions de dollars entre 2000 et 2010 si le pays ne consent pas investir pour lutter contre. (D'après Les Nouvelles du 23/06/05)

Lutte contre la pauvreté – objectif : ramener l'incidence de la pauvreté actuelle à son niveau de 2001, soit 71% de pauvres contre 80% actuellement. La dernière étude de l'OCDE sur les perspectives 2004/05 de l'Afrique dresse le portrait économique de certains pays, dont Madagascar. Effectuée avec le concours de la Banque Africaine de Développement, elle précise : « *En dépit des récentes améliorations économiques, les conditions de vie des populations sont toujours précaires. Aujourd'hui, les deux tiers de la population malgache vivent en dessous du seuil de pauvreté (80% en milieu rural et 55% en milieu urbain) et plus de 60% souffrent de malnutrition* ». L'étude souligne que pour Madagascar, l'objectif est de ramener l'incidence de la pauvreté

au moins à son niveau de 2001, soit un taux encore très élevé de pauvres situé à 71%. (D'après *La Gazette du 07/06/05*)

Plus de 1,4 million de Malgaches vivent avec un handicap : "Avoir le droit d'avoir des droits". C'est le souhait des personnes présentant des handicaps physiques, mentaux, moteurs ou sensoriels, selon les conclusions d'une enquête réalisée par Handicap international et le Collectif des organisations des personnes handicapées (Coph). Ces chiffres officiellement donnés ne concernent que les handicapés réellement identifiés par les organismes compétents. Des jeunes en situation de handicap, et particulièrement des handicapés mentaux, sont dissimulés par les familles ou sont inaccessibles eu égard à l'immensité du pays et aux difficultés de communication. (D'après *L'Express du 22/06/05*)

Madagascar victime de la désertification : « *Madagascar est victime de la désertification car le coût économique de la baisse de la productivité agricole due à la perte en terre et à la dégradation de l'environnement est de l'ordre de 5 à 15% du PNB* ». C'est l'explication du ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts, CHARLES RABOTOARISON, à l'occasion de la journée mondiale sur la lutte contre la désertification, le 17 juin. A Madagascar, l'avancée des phénomènes de désertification se fait de plus en plus persistante depuis des décennies. L'une des principales causes est la déforestation, liée aux feux de brousse, aux défrichements sur brûlis, aux surpâturages et aux exploitations irrationnelles des ressources forestières et ressources en eaux. Les catastrophes naturelles comme la sécheresse dans certaines régions, les invasions acridiennes s'ajoutent à ces phénomènes de désertification. (D'après *Les Nouvelles du 29/06/05*)

Plus de 27 500 hectares infestés par des criquets dans le sud : une forte augmentation de la densité de population de criquets est observée dans une vingtaine de communes de la zone du SAP (système d'alerte précoce), infestant ainsi plus de 27 500 hectares dans le sud du pays. (D'après *Xinhuanet du 01/06/05*)

Au 30/06/2005, 1 euro = 2432 Ariary (cours pondéré)